

Carrière de Chevresis-Monceau (02)

*Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Prolongation de la durée d'exploitation de la
carrière*

*Décembre 2015
A81360/B*

LVM TP

1 rue Montfourny
02100 Saint-Quentin
Interlocuteur : Mr Gérard LAURENT
Tél. : 03 23 05 42 20
Mail : lvmtp@orange.fr

PIECE 4 : ETUDE D'IMPACTS

Direction Régionale Nord-Est
Synergie Park
5 avenue Louis Néel
59260 LEZENNES
Tél. secrétariat : 03.20.43.25.55
www.anteagroup.fr

SOMMAIRE GENERAL

Le sommaire général de ce dossier est le suivant :

PIECE 1 :	RESUME NON TECHNIQUE
PIECE 2 :	LETTRE DE DEMANDE, PRESENTATION ET DOSSIER TECHNIQUE
PIECE 3 :	ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
PIECE 4 :	ETUDE D'IMPACTS
PIECE 5 :	ETUDE DES DANGERS
PIECE 6 :	NOTICE HYGIENE ET SECURITE

Ces différentes parties sont interdépendantes les unes des autres et ne peuvent être étudiées séparément.

Un sommaire détaillé est présenté au début de chacune des parties.

Les annexes de chaque partie sont présentées dans le sommaire détaillé et fournies à la fin de chaque partie.

Un glossaire explicitant la signification des principales abréviations est fourni dans la pièce 0.

Sommaire

	Pages
1. RAPPEL CONTEXTUEL	7
2. ANALYSE DES EFFETS SUR LE MILIEU PHYSIQUE	10
2.1. IMPACTS SUR LE CLIMAT.....	10
2.1.1. <i>Facteurs influant sur le climat</i>	<i>10</i>
2.1.2. <i>Sources d'énergie utilisées sur le site et consommations</i>	<i>10</i>
2.1.3. <i>Calcul des émissions de CO₂.....</i>	<i>11</i>
2.1.4. <i>Impact sur le climat</i>	<i>12</i>
2.1.5. <i>Mesures prises pour une utilisation rationnelle de l'énergie</i>	<i>12</i>
2.2. IMPACTS SUR L'AIR	13
2.2.1. <i>Origine et nature des émissions atmosphériques.....</i>	<i>13</i>
2.2.2. <i>Emissions d'odeurs</i>	<i>14</i>
2.2.3. <i>Impacts sur la qualité de l'air.....</i>	<i>14</i>
2.2.4. <i>Mesures de réduction</i>	<i>14</i>
2.2.5. <i>Compatibilité avec le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) de Picardie.....</i>	<i>14</i>
2.3. IMPACTS SUR LE SOL, LE SOUS-SOL ET LES EAUX SOUTERRAINES	19
2.3.1. <i>Sources potentielles de pollution</i>	<i>19</i>
2.3.2. <i>Impact sur le sol, le sous-sol et les eaux souterraines.....</i>	<i>19</i>
2.3.3. <i>Mesures de réduction</i>	<i>21</i>
2.3.4. <i>Conformité à la directive 2010/75/UE (IED) et rapport de base.....</i>	<i>21</i>
2.4. IMPACTS SUR LA RESSOURCE EN EAU	21
2.4.1. <i>Utilisation de la ressource en eau.....</i>	<i>21</i>
2.4.2. <i>Impact sur la ressource en eau</i>	<i>21</i>
2.4.3. <i>Mesures de réduction</i>	<i>21</i>
2.5. IMPACTS DES REJETS LIQUIDES DU SITE	22
2.5.1. <i>Origine et nature des rejets aqueux.....</i>	<i>22</i>
2.5.2. <i>Impacts des rejets</i>	<i>22</i>
2.5.3. <i>Mesures de réduction</i>	<i>23</i>
2.5.4. <i>Compatibilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie pour la période 2010 – 2015.....</i>	<i>23</i>
2.6. IMPACTS RISQUES NATURELS.....	44
2.6.1. <i>Risques potentiels identifiés</i>	<i>44</i>
2.6.2. <i>Mesures de réduction</i>	<i>44</i>
3. ANALYSE DES EFFETS SUR LE MILIEU NATUREL	45
3.1. IMPACTS SUR LE PATRIMOINE NATUREL	45
3.1.1. <i>Evaluation de l'impact</i>	<i>45</i>
3.1.2. <i>Mesures de prévention et de réduction des effets.....</i>	<i>46</i>
3.2. NOTICE D'INCIDENCES NATURA 2000	46
3.3. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE) DE PICARDIE	46

4.	ANALYSE DES EFFETS SUR LE MILIEU HUMAIN	54
4.1.	IMPACTS SUR LA POPULATION ET LES ACTIVITES SOCIO-ECONOMIQUES	54
4.1.1.	<i>Impact sur le voisinage humain</i>	<i>54</i>
4.1.2.	<i>Impacts socio-économiques.....</i>	<i>55</i>
4.2.	IMPACTS SUR L'URBANISME	56
4.2.1.	<i>Impacts sur les documents d'urbanisme.....</i>	<i>56</i>
4.2.2.	<i>Compatibilité du projet avec le Schéma de COhérence Territoriale (SCOT) du territoire du Pays Saint-Quentinois</i>	<i>56</i>
4.3.	IMPACTS SUR LE PATRIMOINE CULTUREL.....	60
4.4.	IMPACTS SUR LES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	60
4.5.	IMPACT SUR LES VOIES DE COMMUNICATION.....	60
4.5.1.	<i>Impacts sur les voies de communication</i>	<i>60</i>
4.5.1.	<i>Mesures de prévention et de réduction des effets.....</i>	<i>61</i>
4.6.	INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	62
4.6.1.	<i>Impacts sur la perception paysagère du site</i>	<i>62</i>
4.6.2.	<i>Mesures</i>	<i>62</i>
4.7.	ANALYSE DES EFFETS SUR LES ESPACES NATUREL AGRICOLES, FORESTIERS OU DE LOISIRS.....	63
4.7.1.	<i>Impact sur les espaces agricoles.....</i>	<i>63</i>
4.7.1.	<i>Impact sur les espaces de loisirs</i>	<i>63</i>
4.7.2.	<i>Impact sur les espaces forestiers</i>	<i>63</i>
4.8.	IMPACTS LIES AU BRUIT ET AUX VIBRATIONS	64
4.8.1.	<i>Inventaire des sources de bruit et de vibrations</i>	<i>64</i>
4.8.2.	<i>L'impact acoustique et vibratoire</i>	<i>64</i>
4.8.3.	<i>Mesures de réduction</i>	<i>67</i>
4.9.	IMPACTS DES SOURCES LUMINEUSES.....	67
4.10.	GESTION DES DECHETS.....	67
4.11.	IMPACT SUR LA SANTE : EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES	68
4.11.1.	<i>Identification des dangers</i>	<i>69</i>
4.11.2.	<i>Conclusion.....</i>	<i>74</i>
4.12.	ANALYSE DES EFFETS SUR LA SECURITE, L'HYGIENE ET LA SALUBRITE PUBLIQUE	75
4.12.1.	<i>Impact sur l'hygiène et la salubrité publique.....</i>	<i>75</i>
4.12.2.	<i>Impact sur la sécurité publique.....</i>	<i>75</i>
4.13.	SYNTHESE DES IMPACTS	75
5.	ADDITION ET INTERACTION DE CES EFFETS ENTRE EUX	83
6.	ANALYSE DES EFFETS CUMULES DU PROJET AVEC D'AUTRES PROJETS CONNUS	84
6.1.	DEFINITION DES AUTRES PROJETS CONNUS AU SENS DU DECRET N°2011-2019	84
6.2.	METHODOLOGIE DE SELECTION DES PROJETS A RETENIR.....	85
6.2.1.	<i>Le périmètre géographique</i>	<i>85</i>
6.2.2.	<i>Le périmètre temporel</i>	<i>86</i>
6.3.	SELECTION DES PROJETS A RETENIR.....	86
6.3.1.	<i>Projets dont l'avis a été rendu par le CGEDD.....</i>	<i>86</i>
6.3.2.	<i>Projets soumis à la procédure d'examen au cas par cas et instruits par le CGED.....</i>	<i>86</i>
6.3.3.	<i>Projets dont l'avis a été rendu par le préfet de région, représenté par la DREAL Picardie</i>	<i>87</i>

6.3.4.	<i>Projets soumis à la procédure d'examen au cas par cas et instruits par la DREAL Picardie</i>	87
6.3.5.	<i>Projets soumis à un dossier Loi sur l'eau avec enquête publique</i>	87
7.	ESQUISSE DES PRINCIPALES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ET LES RAISONS POUR LESQUELLES, EU EGARD AUX EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT OU LA SANTE HUMAINE, LE PROJET PRESENTE A ETE RETENU	88
8.	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC L'AFFECTATION DES SOLS DEFINIE PAR LE DOCUMENT D'URBANISME OPPOSABLE, AINSI QUE, SI NECESSAIRE, SON ARTICULATION AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES	90
8.1.	IDENTIFICATION DES PLANS ET PROGRAMMES DONT LE PROJET POURRAIT RELEVER	90
8.2.	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SCHEMA DEPARTEMENTAL DES CARRIERES DE L'AISNE	93
9.	MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES	102
10.	MESURES PREVUES D'EVITEMENT, DE REDUCTION OU DE COMPENSATION	103
10.1.	RAPPEL DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE ACTUEL	103
10.2.	COMPLEMENTS PREVUS AU PROGRAMME ACTUEL DE SURVEILLANCE	103
10.3.	DESCRIPTION DES MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION OU DE COMPENSATION	103
10.4.	RECAPITULATIF DES COUTS NECESSAIRES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET	106
11.	REMISE EN ETAT DU SITE SUITE A L'EXPLOITATION	107
11.1.	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	107
11.2.	MESURES DE REMISE EN ETAT DU SITE	108
11.2.1.	<i>Mise en sécurité du site</i>	108
11.2.2.	<i>Evacuation des déchets et produits dangereux présents sur site</i>	108
11.2.3.	<i>Intégration dans l'environnement</i>	108
11.2.4.	<i>Diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines</i>	109
12.	METHODOLOGIE DE L'ETUDE D'IMPACT	110
12.1.	CARACTERISATION DE L'ETAT INITIAL	110
12.2.	IDENTIFICATION ET EVALUATION DES IMPACTS	111
12.3.	DIFFICULTES RENCONTREES (ART. R122-5 9)	111
12.4.	LISTE DES BUREAUX D'ETUDE INTERVENANT	111

LISTE DES FIGURES

Figure 1 :	Plan de localisation du site	8
Figure 2 :	Objectifs fondamentaux et actions prioritaires définis par le PADD	57
Figure 3 :	Vue aérienne avec emplacement des points de mesure de bruit – VENATHEC, décembre 2015	65
Figure 4 :	Illustration du concept « Source – Vecteur – Cibles »	68
Figure 5 :	Zonage des enjeux environnementaux définis par le Schéma Départemental des Carrières de l'Aisne	100

LVM TP
Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Pièce 4 : Etude d'impacts

A81360/ B

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Provenance des émissions des principaux GES (Source ADEME)	10
Tableau 2 : Position du site vis-à-vis du SRCAE	15
Tableau 3 : Position du site vis-à-vis des actions C et D du Plan d'actions stratégique associé au SRCE Picardie	48
Tableau 4 : Position du site vis-à-vis des actions prioritaires définies par le PADD du SCOT du territoire du Pays Saint-Quentinois	58
Tableau 5 : Trafic du site mis en comparaison avec les trafics observés sur les voiries proches	61
Tableau 6 : Niveaux sonores en limites de propriété	65
Tableau 7 : Niveaux sonores en zones à émergence réglementée	66
Tableau 8 : Scénarii potentiels d'exposition	73
Tableau 9 : Tableau de synthèse des enjeux et impacts	82
Tableau 10 : Plans, schémas et programmes dont le projet peut relever	90
Tableau 11 : Compatibilité du projet de LVM TP avec les orientations et objectifs en matière de modes d'approvisionnements du projet de SDC de l'Aisne	95
Tableau 12 : Mesures compensatoires liées au PTMB	106
Tableau 13 : Organismes consultés	110

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1	Recensement des projets ayant reçu un avis des autorités environnementales, soumis à la procédure d'examen au cas par cas ou soumis à un dossier Loi sur l'Eau
Annexe 2	Etude d'impact acoustique ICPE réglementaire - Carrière de Chevresis-Monceau (02), Rapport VENATHEC de décembre 2015

1. Rappel contextuel

Le projet est décrit en détail dans la pièce 2 du présent dossier.

Pour rappel, la société LVM TP est titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12 août 1996 (cf. **Annexe 1 de la pièce 2**) pour l'exploitation d'une carrière de craie sur la commune de Chevresis-Monceau au lieu-dit "Le Long Bois" dans le département de l'Aisne (02).

Cette autorisation porte sur une surface de 10 ha et est valable pour une durée de 20 ans. Celle-ci arrivera à échéance en août 2016.

La carrière de Chevresis-Monceau constitue une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumise à autorisation d'exploiter au titre de la rubrique 2510-1 « Carrières (exploitation de) ».

La présente autorisation vaut pour une production annuelle maximale de 50 000 tonnes ; la quantité totale à extraire étant de 750 000 tonnes.

Le gisement exploitable dans le cadre de l'autorisation actuelle n'a pu être extrait dans sa totalité. A l'heure actuelle, la quantité totale extraite est estimée à 101 300 m³, soit environ 189 950 tonnes.

La société LVM TP désire donc obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation que précédemment.

L'article R.512-36.II du Code de l'environnement précise que « le bénéficiaire d'une autorisation de durée limitée qui désire obtenir son renouvellement est tenu de déposer une nouvelle demande, qui est soumise aux mêmes formalités que la demande primitive. »

Cette demande fait l'objet du présent dossier.

La localisation du site est rappelée sur la figure ci-après.

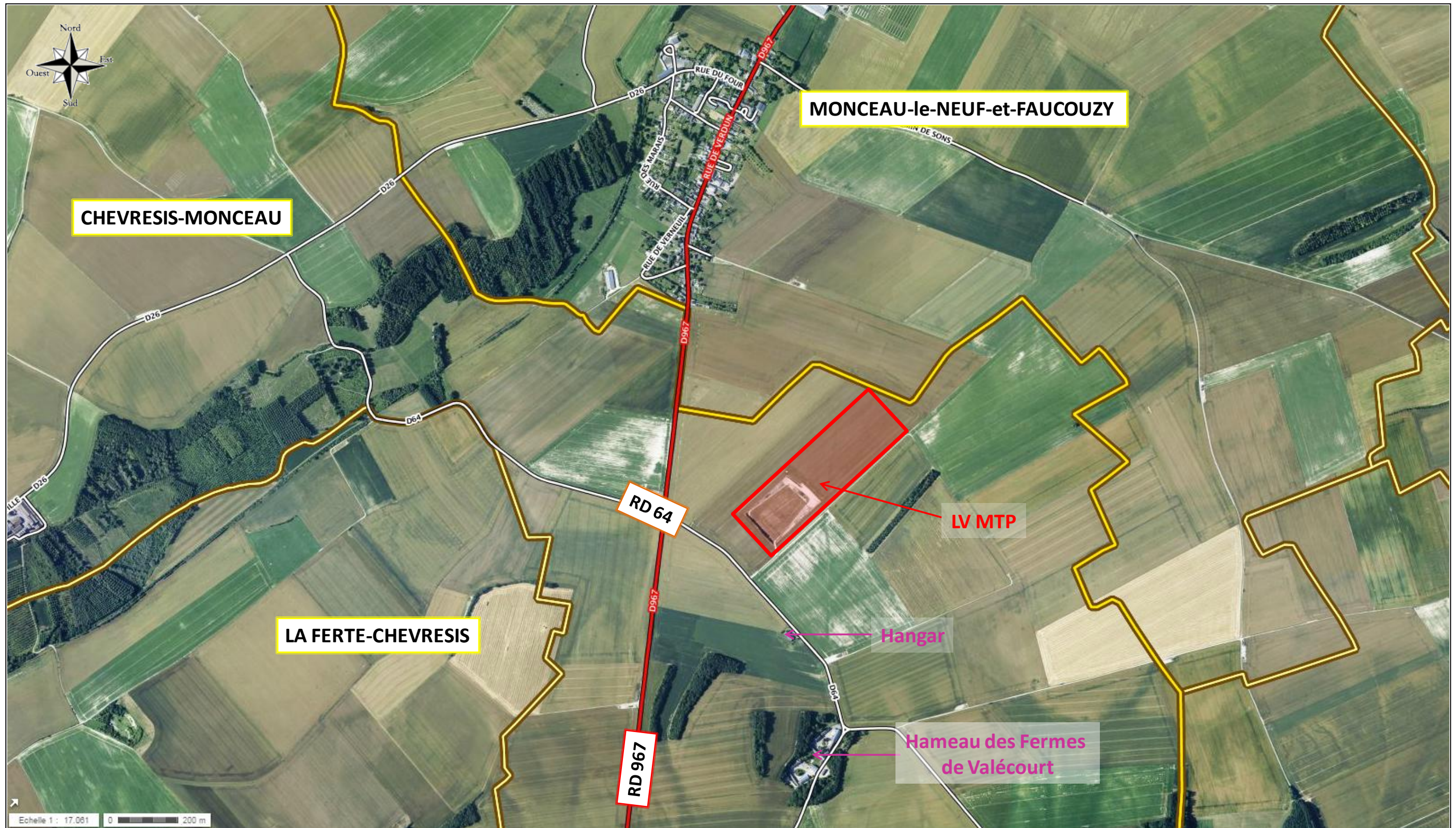


Figure 1 : Plan de localisation du site

Le contenu de l'étude d'impact est décrit par l'article R. 122-5 du Code de l'Environnement.

L'analyse des effets porte sur **les effets négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires et permanents, à court, moyen et long terme, du projet sur l'environnement** soit généralement sur :

- la phase des travaux,
- la phase d'exploitation et,
- la phase de post-exploitation.

Dans le cas présent, la carrière de Chevresis-Monceau est actuellement autorisée par l'AP en date du 12 août 1996 et en cours d'exploitation.

Compte tenu que la carrière est d'ores et déjà ouverte et que le site ne nécessite pas d'aménagements préalables supplémentaires pouvant être considérés comme des travaux, il convient de noter que nous n'étudierons pas cette phase.

De même, la phase d'exploitation du site comprend la remise en état du site à l'avancement par remise en cultures à chaque fin de phase d'exploitation (phase d'environ 4 ans).

Le présent document s'attachera donc à l'analyse des effets de la phase d'exploitation de carrière de Chevresis-Monceau qui comprend :

- **la phase de décapage de la terre de découverte,**
- **l'extraction à proprement parler des matériaux à la pelle et,**
- **la remise en état du site à l'avancement par remise en cultures.**

Les effets sont étudiés sur le milieu physique, le milieu naturel et le milieu humain.

2. Analyse des effets sur le milieu physique

2.1. Impacts sur le climat

2.1.1. Facteurs influant sur le climat

Le climat dépend de nombreux facteurs telles que la teneur en gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère, la quantité d'énergie provenant du Soleil, ou encore les propriétés des éléments présents à la surface de la Terre.

L'origine de ces facteurs qui affectent le climat est soit naturelle, soit anthropique. L'effet de serre est un phénomène naturel indispensable à la survie de l'Homme mettant en œuvre des gaz tels la vapeur d'eau, CO₂, CH₄, N₂O. Mais le développement des activités industrielles, de l'agriculture, ... engendre un accroissement des émissions de GES (CO₂, CH₄, N₂O). D'autres gaz sont uniquement issus des activités industrielles (gaz fluorés, soufrés et/ou chlorés). Leur participation à l'effet de serre est récente.

Le tableau ci-après détaille la provenance des émissions des principaux GES :

Tableau 1 : Provenance des émissions des principaux GES (Source ADEME)

Gaz	Provenance
<i>gaz carbonique</i>	combustion des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) et industrie (fabrication de ciment)
<i>méthane</i>	élevage des ruminants, culture du riz, décharges d'ordures, exploitations pétrolières et gazières
<i>protoxyde d'azote</i>	engrais azotés et divers procédés chimiques
<i>gaz fluorés ou soufrés</i>	bombes aérosols, gaz réfrigérants (climatiseurs), industries (mousses plastique, composants d'ordinateurs, fabrication de l'aluminium)

2.1.2. Sources d'énergie utilisées sur le site et consommations

Aucune source d'énergie pérenne n'est actuellement utilisée sur le site.

Aucun engin n'est stationné sur le site, ni aucun stock de carburants n'est réalisé.

Lors des phases d'extraction, le matériel nécessaire est acheminé et stationné tous les soirs chez l'agriculteur le plus proche, propriétaire des terrains.

La cadence d'extraction autorisée est d'environ 20 000 m³/an avec une production annuelle maximale de 50 000 tonnes. **Celle-ci sera conservée.**

A cette cadence, le volume annuel moyen de carburant consommé s'élève à environ 2 800 litres, soit environ 2,35 m³ (avec une densité prise égale à 0,84).

Dans le cadre du projet de prolongation de durée d'exploitation du site, les modalités de fonctionnement resteront identiques.

Aucune alimentation électrique ne sera mise en place et les consommations resteront du même ordre qu'actuellement.

2.1.3. Calcul des émissions de CO₂

2.1.3.1. Modalités de calcul du CO₂ (conformément à l'article R512-4 de la partie réglementaire du Code de l'environnement)

Les émissions de CO₂ du site sont quantifiées conformément aux modalités fixées par l'arrêté du 28 juillet 2005 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz en effet de serre. Les sources d'émissions du site sont la pelle hydraulique et les camions exploitant la carrière.

Les camions servant au transport des matériaux en dehors de la carrière sont exclus par l'article 23 de l'arrêté du 28 juillet 2005.

Les émissions seront déterminées sur la base :

- des consommations de combustibles,
- des facteurs d'émission correspondants (réels mesurés).

Le calcul est récapitulé dans la formule suivante :

$TCO_2 = \sum C_i \times FE_i \times FO_i$
--

Où :

TCO₂ = émissions de CO₂ en tonnes ;
C_i = consommations d'un combustible "i", exprimés selon le cas en énergie, en masse ou en volume ;
FE_i = facteurs d'émissions individuels pour chaque combustible "i" (en grandeurs homogènes aux consommations) ;
FO_i = facteurs d'oxydation des combustibles ; ces facteurs d'oxydation sont pris égaux à 0,995 pour les combustibles liquides et gazeux.

Pour le site, le calcul est basé sur :

- Les consommations de gazole fournies par l'exploitant (en volume),
- Le PCI du fioul fourni au Tableau 1 de l'Arrêté du 28/07/05, on prendra le PCI du fioul domestique parce qu'il est très proche du Gazole
- Le facteur d'émission fourni au Tableau 1 de l'Arrêté du 28/07/05.

L'estimation des quantités annuelles émises se base sur la combustion du fioul domestique (proche du gazole) qui génère du CO₂.

2.1.3.2. Estimation des émissions de CO₂

La consommation de fioul domestique est estimée à 2 800 litres par an (2,35 m³ avec une densité prise égale à 0,84).

Le facteur d'émission individuelle est issu du tableau 1 de l'arrêté du 28/07/05, soit :

$$\begin{aligned} Fe &= 2,66 \text{ t CO}_2 / \text{m}^3 \text{ fioul,} \\ FO &= 0,995 \end{aligned}$$

Par conséquent, l'estimation des quantités annuelles de CO₂ est de :

$$2,35 \text{ m}^3 \times 2,66 \times 0,995 = 6,2 \text{ t CO}_2 / \text{an}$$

La quantité maximale émise par l'installation sera donc de l'ordre de 6,2 t CO₂/an.

2.1.4. Impact sur le climat

Le trafic généré par le site est la principale activité pouvant être à l'origine des émissions de GES et notamment de gaz carbonique.

La production de CO₂ engendrée par le site est estimée à 6,2 t CO₂/an liée uniquement au trafic des véhicules.

L'impact actuel et futur du site sur le climat est donc faible.

⇒ Effet négatifs permanents faibles

2.1.5. Mesures prises pour une utilisation rationnelle de l'énergie

Les principales mesures mises en place par LVM TP pour réduire son impact sur le climat sont :

- L'optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- L'usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation ;
- L'entretien régulier des équipements ;
- La mise en place de consignes techniques pour limiter la consommation des engins : arrêt du moteur dès que possible par exemple ;
- Le suivi des consommations de gasoil ;
- La sensibilisation du personnel via des formations régulières.

2.2. Impacts sur l'air

2.2.1. *Origine et nature des émissions atmosphériques*

De manière générale, les rejets atmosphériques d'un site industriel sur l'environnement peuvent être classés en deux catégories : les rejets canalisés et les rejets diffus.

Compte tenu qu'aucune installation fixe n'est présente à demeure sur le site, l'exploitation de la carrière de Chevresis-Monceau n'est à l'origine d'aucun rejet canalisé.

Les seules émissions atmosphériques liées à la phase d'exploitation de la carrière concernent :

- les émissions de poussières minérales diffuses (craie),
- les rejets de gaz d'échappement des engins de chantier et camions.

Émissions de poussières

Les sources d'émissions atmosphériques diffuses de poussières minérales au droit du site concernent principalement :

- l'extraction des matériaux et leur chargement ;
- le roulage des engins de chantier et des camions de transport sur la piste d'accès.

Étant donné l'absence d'extraction à l'explosif sur la carrière, les émissions de poussières liées à cette activité sont limitées et réduites.

De la même manière, au vu de la compacité et de l'humidité de la craie en place, les émissions liées à l'extraction à la pelle, le chargement des matériaux ainsi que le roulage des engins de chantier et des camions de transport sont réduites.

Seules les particules de diamètre < 50 µm vont se mettre en suspension dans l'air. Les particules comprises entre 80 et 100 µm ne sont affectées que par des mouvements de saltation (sauts).

Parmi les particules inférieures à 50 µm, on peut distinguer sommairement :

- celles dont le diamètre est inférieur à 10 µm (PM10) qui restent en suspension dans l'air pour former des aérosols,
- les particules de diamètre > 10 µm qui sont sédimentables.

Emission des engins

Le fonctionnement des engins de chantier génère des poussières hydrocarbonées (imbrûlés de combustion) et des composés gazeux (principalement CO, CO₂, NO_x, SO_x, COV, etc.).

L'ensemble du matériel roulant utilisé pour l'exploitation sur le site est certifié conforme à la réglementation en vigueur.

2.2.2. *Emissions d'odeurs*

L'exploitation de la carrière de Chevresis-Monceau n'est à l'origine d'aucune odeur particulière.

2.2.3. *Impacts sur la qualité de l'air*

Compte tenu des quantités extraites relativement réduites et des modalités de fonctionnement du site : uniquement en réponse aux demandes des clients et préférentiellement de mars à octobre, les émissions atmosphériques générées par l'activité du site sont et resteront faibles.

⇒ **Effets directs négatifs faibles**

2.2.4. *Mesures de réduction*

Les principales mesures mises en place pour limiter la diffusion potentielle d'émission à l'atmosphère sont les suivantes :

- L'optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- L'usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation ;
- L'entretien régulier des équipements ;
- La mise en place de consignes techniques pour limiter la consommation des engins : arrêt du moteur dès que possible par exemple ;
- Des arrosages sont pratiqués en tant que de besoin pour lutter contre les éventuels envols de poussières à l'aide d'une tonne à eau.

2.2.5. *Compatibilité avec le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) de Picardie*

Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) de Picardie est entré en vigueur le 30 juin 2012.

Pour rappel, les enjeux des dispositions du SRCAE sont les suivantes :

- Des conditions de vies durables pour les picards,
- Un système productif innovant et décarboné,
- Des ressources naturelles et patrimoniales préservées et valorisées,
- Une mobilisation collective et positive.

La position de la carrière de Chevresis-Monceau par rapport aux orientations fondamentales fixées par le SRCAE est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 2 : Position du site vis-à-vis du SRCAE

Secteurs visés par le SRCAE	Orientations stratégiques	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
Bâtiments	Orientation 1 La Picardie met en œuvre un plan massif de réhabilitation énergétique du bâtiment et soucieux de la qualité de l'air intérieur D1 : Mettre en place un programme public et global de promotion de l'efficacité énergétique D2 : Lutter contre la précarité énergétique D3 : Pérenniser et amplifier les conseils aux acteurs picards et y intégrer un volet sur la qualité de l'air intérieur	Non concerné (pas de bâti sur le site de la carrière)
	Orientation 6 La Picardie structure une offre dynamique et innovante en matière de réhabilitation et de construction de bâtiments D1 : Développer les compétences locales des filières du bâtiment vers la performance énergétique D2 : Stimuler l'innovation à travers la rénovation des bâtiments publics D3 : Favoriser l'émergence d'une offre globale de prestation de travaux D4 : Développer l'éco-construction et les filières locales de matériaux de construction	
	Orientation 11 La Picardie favorise un habitat économe en ressources naturelles D1 : Mieux récupérer, recycler et réutiliser les déchets du bâtiment D2 : Rechercher la réutilisation des bâtiments existants pour les besoins de logements nouveaux D3 : Préparer le patrimoine bâti aux évolutions climatiques	

Secteurs visés par le SRCAE	Orientations stratégiques	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
Transports & urbanisme	Orientation 2 La Picardie favorise une mobilité durable par ses politiques d'aménagement D1 : Développer l'urbanisation près des points d'accès aux transports collectifs et promouvoir la mixité fonctionnelle D2 : Optimiser l'usage des transports collectifs D3 : Adapter les infrastructures et l'aménagement urbain aux modes de déplacement alternatifs D4 : Développer le travail et les services à distance	Non concerné
	Orientation 7 La Picardie contribue à l'amélioration de la performance énergétique des modes de transport D1 : Diminuer la consommation de carburants fossiles D2 : Soutenir et amplifier la Recherche et Développement régionale sur les transports collectifs et de marchandise	
	Orientation 12 La Picardie limite l'artificialisation des sols par une urbanisation maîtrisée D1 : Encourager la densification des zones urbaines existantes et la reconversion des friches urbaines D2 : Prendre en compte les évolutions liées au changement climatique dans les projets de territoire et d'aménagement D3 : Préserver les fonctionnalités écologiques des milieux (notamment, les zones humides et les trames vertes et bleues du territoire)	
Agriculture & forêt	Orientation 3 La Picardie accroît son offre de produits issus d'une agriculture locale et diversifiée D1 : Développer les lieux de vente de proximité et de vente directe D2 : Développer les productions pour une consommation directe et locale D3 : Accroître les puits de carbone	Non concerné

Secteurs visés par le SRCAE	Orientations stratégiques	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
Agriculture & forêt	Orientation 8 La Picardie fait évoluer les pratiques agricoles afin d'en réduire l'impact carbone et la pollution par les produits phytosanitaires D1 : Améliorer la conduite de la fertilisation pour diminuer les besoins en engrais minéraux azotés et réduire l'usage des produits phytosanitaires D2 : Encourager l'introduction des légumineuses dans les rotations et l'assolement picards	La craie exploitée sur le site entre notamment dans la constitution d'engrais biologique et contribue ainsi à limiter l'usage engrais minéraux azotés
	Orientation 13 La Picardie prépare son agriculture et sa sylviculture aux évolutions de son contexte naturel D1 : Adapter les systèmes culturaux pour économiser les ressources en eau D2 : Encourager la Recherche et Développement sur les variétés culturales D3 : Préserver les surfaces forestières tout en diversifiant les choix de peuplement	Non concerné
Industrie & Services	Orientation 4 La Picardie encourage l'engagement social et environnemental de ses entreprises D1 : Favoriser la localisation des nouvelles entreprises à proximité des zones urbaines et des axes de transport D2 : Inciter à la responsabilité sociétale des entreprises	Non concerné
	Orientation 9 La Picardie accompagne ses entreprises dans la diminution de leur impact carbone et le développement des filières de l'économie verte D1 : Accompagner les PME et PMI pour une gestion maîtrisée de leur consommation énergétique D2 : Soutenir l'adaptation du tissu économique aux nouvelles dynamiques du marché D3 : Faire évoluer la gestion des flux de marchandises D4 : Promouvoir l'écologie industrielle	Limitation des consommations énergétiques via les modalités d'exploitation de la carrière (uniquement en fonction du besoin client, de préférence entre mars et octobre, etc.) L'usage de la craie dans la constitution d'engrais biologique contribue au développement d'une économie verte.
	Orientation 14 La Picardie s'engage sur la voie d'une production industrielle plus propre et économe en ressources naturelles D1 : Réduire les besoins et les prélèvements en eau de l'industrie D2 : Promouvoir l'usage de produits recyclés dans les procédés de production	Non concerné (pas d'usage d'eau dans le cadre des activités du site)

Secteurs visés par le SRCAE	Orientations stratégiques	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
Energies renouvelables	Orientation 5 La Picardie accroît l'autonomie énergétique de ses territoires et de ses habitants D1 : Faire de la Picardie la première région éolienne de France D2 : Développer les capacités de production centralisée d'énergies renouvelables D3 : Favoriser l'accès aux énergies renouvelables pour les usages domestiques et pour les entreprises	Non concerné
	Orientation 10 La Picardie développe des filières innovantes de production et de stockage d'énergies locales et renouvelables D1 : Structurer une filière éolienne industrielle à partir des atouts et savoir-faire picards D2 : Poursuivre la structuration des filières d'approvisionnement en bois énergie D3 : Accompagner les filières professionnelles par la formation des acteurs locaux	
	Orientation 15 La Picardie assure la compatibilité du développement des énergies renouvelables avec la préservation de l'environnement et du patrimoine D1 : Maîtriser les impacts et le fonctionnement des installations de production d'énergies renouvelables sur l'environnement et prévenir les conflits d'usage	
Secteurs confondus	Orientation 16 La Picardie assure la gouvernance du SRCAE et facilite l'appropriation des enjeux et des orientations climat air énergie par ses territoires et ses habitants D1 : Mettre en place un réseau de référence en matière d'énergie-climat D2 : Améliorer la connaissance sur les problématiques énergie-climat D3 : Favoriser la diffusion d'information et les campagnes de sensibilisation	Non concerné

2.3. Impacts sur le sol, le sous-sol et les eaux souterraines

2.3.1. Sources potentielles de pollution

Les sources potentielles de pollution pour le sol et le sous-sol sur la carrière de Chevresis-Monceau sont limitées et liées essentiellement au trafic des véhicules et engins sur le site.

En effet, aucun stockage de produits dangereux ou de carburants n'est réalisé sur le site.

2.3.2. Impact sur le sol, le sous-sol et les eaux souterraines

Impacts sur la topographie

L'exploitation de la carrière a débuté en 1996. L'exploitation comprend :

- Le décapage de la terre de découverte, afin de mettre à nu le gisement à extraire. La terre végétale est ensuite stockée sur le site en vue de la remise en état ultérieure.
- L'extraction des matériaux est réalisée à la pelle. Les matériaux sont ensuite chargés directement sur camions et évacués sur les lieux d'utilisation.
- La remise en état du site est faite à l'avancement, par remise en cultures à chaque fin de phase.

Ainsi, l'extraction a débuté à la cote 91,30 m NGF et s'y est maintenue jusqu'à avoir atteint une profondeur de 5 m par rapport au terrain naturel. Cette profondeur d'extraction a été maintenue sur toute la longueur déjà exploitée. Les talus latéraux ont une pente de 30°.

La société LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans **à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation que décrites ci-dessus.**

Ainsi, tel que conçue et mise en œuvre actuellement, l'exploitation de la carrière abaisse le niveau topographique du site de 5 m. La prolongation de durée d'exploitation demandée s'inscrit dans le phasage et le périmètre initialement autorisés.

⇒ Effets directs négatifs faibles

Impacts sur la nature physique des sols

Le site est initialement un espace cultivé.

La remise en état du site est faite à l'avancement par remise en cultures à chaque fin de phase d'exploitation.

⇒ Absence d'effet

Impacts sur la stabilité des terrains

L'exploitation de la carrière se poursuit vers le nord-est avec un front de taille moyen de 5 mètres de profondeur.

Jusqu'à présent, aucun problème de stabilité (glissement de terrain, éboulement) n'a été observé sur ou à proximité de la carrière. L'expérience permet donc de valider le mode d'exploitation des matériaux sur le site.

⇒ Absence d'effet

Impacts sur la qualité des sols

Pour rappel, l'exploitation comprend :

- le décapage de la terre de découverte,
- l'extraction des matériaux à la pelle. Les matériaux sont ensuite chargés directement sur camions et évacués sur les lieux d'utilisation.
- la remise en état du site à l'avancement, par remise en cultures à chaque fin de phase.

Ainsi, seule la présence d'engins et les fuites éventuelles de carburant ou d'huile depuis ces derniers pourraient être sources de pollution et nuire à la qualité du sol et du sous-sol.

Rappelons qu'aucun engin n'est stationné sur le site et qu'aucun stock de carburants n'est réalisé.

Lors des phases d'extraction, le matériel nécessaire est acheminé et stationné tous les soirs chez l'agriculteur le plus proche, propriétaire des terrains.

En cas de maintenance sur un engin, elle est également réalisée hors du site.

L'impact des activités sur la qualité du sol est donc limité.

⇒ Effets directs négatifs permanents faibles

Impacts sur les eaux souterraines

D'après les données fournies par l'Atlas de l'eau de Picardie, la masse d'eau souterraine présente au droit du secteur étudié est la **Craie de Thiérache-Laonnois-Porcien** (masse d'eau souterraine 3206, référencée FRHG206). A dominante sédimentaire, c'est un aquifère continu monocouche dont l'écoulement est majoritairement libre. La nappe est alimentée par son impluvium direct et drainée par les cours d'eau limitrophes.

Les dispositions citées ci-avant relatives au mode d'exploitation du site ou relatives aux mesures de protection du sol mises en place visent également à supprimer toute infiltration et transfert vers les eaux souterraines. Le projet de prolongation de l'exploitation ne viendra pas modifier les dispositions existantes.

⇒ Effets directs négatifs faibles

2.3.3. *Mesures de réduction*

Les principales mesures permettant de supprimer les impacts sur le sol, le sous-sol et les eaux souterraines sont les suivantes :

- Optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- Aucun stockage de produits dangereux n'est réalisé sur le site ;
- Aucun engin n'est stationné sur le site ;
- L'usage de matériels et engins récents sont conformes à la réglementation ;
- Les camions et engins font l'objet d'un entretien régulier, en dehors du site ;
- Le site dispose d'absorbants en quantité suffisante et facilement accessibles, susceptibles d'être déployés rapidement en cas de débordement.

2.3.4. *Conformité à la directive 2010/75/UE (IED) et rapport de base*

La carrière de Chevresis-Monceau **n'est pas concernée par les rubriques IED** créées par le décret 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées (rubrique 3000).

Le site n'est donc pas soumis à l'élaboration d'un rapport de base.

2.4. Impacts sur la ressource en eau

2.4.1. *Utilisation de la ressource en eau*

Le site n'est pas approvisionné en eau.

Il ne dispose d'aucune installation sanitaire. En cas de besoin, le personnel se dirige chez l'agriculteur le plus proche, propriétaire des terrains.

Aucun besoin en eau n'est lié aux activités d'extraction à la pelle.

2.4.2. *Impact sur la ressource en eau*

Compte tenu de l'absence d'usage, le site n'a aucun impact sur la ressource en eau.

⇒ Absence d'effet

2.4.3. *Mesures de réduction*

Aucune mesure n'est prévue.

2.5. Impacts des rejets liquides du site

2.5.1. *Origine et nature des rejets aqueux*

Les eaux sanitaires

Le site n'est pas approvisionné en eau.

Il ne dispose d'aucune installation sanitaire. En cas de besoin, le personnel se dirige chez l'agriculteur le plus proche, propriétaire des terrains.

Les eaux pluviales

La carrière de Chevresis-Monceau ne dispose d'aucune zone imperméabilisée et d'aucun système de collecte des eaux pluviales.

Des arrosages sont ponctuellement réalisés par temps sec pour limiter les envols de poussières.

Les eaux de process

Aucun besoin en eau n'est lié aux activités de décapage, d'extraction à la pelle ou encore dans le cadre de la remise en état.

Les eaux d'extinction incendie

Le site ne dispose pas de réserve incendie.

Le risque potentiel concerne uniquement les engins. Ceux-ci disposent de moyens d'extinction internes (extincteurs portatifs).

2.5.2. *Impacts des rejets*

Compte tenu de l'absence de réserve en eau ou d'usages de type sanitaires ou process, aucun impact des eaux de type sanitaires, process ou encore incendie n'est attendu.

⇒ **Absence d'effet**

Les eaux pluviales

Les activités d'extraction de matériaux exercées sur la carrière ne modifient pas la gestion des eaux pluviales et des eaux d'arrosage du site initial : les eaux s'infiltrent dans le sol.

Les modalités d'exploitation ne seront pas modifiées dans le cadre de la prolongation de l'activité.

Le site n'a donc aucun impact sur les eaux pluviales et les eaux d'arrosage du site.

⇒ **Absence d'effet**

2.5.3. Mesures de réduction

Aucune mesure n'est prévue.

2.5.4. Compatibilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie pour la période 2010 – 2015

Le SDAGE du bassin Seine-Normandie pour la période 2010 – 2015 a été approuvé le 29 octobre 2009. Les principales orientations de ce SDAGE et les modalités de prise en compte sur la carrière de Chevresis-Monceau sont résumées dans le tableau suivant.

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
Défi 1 : Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques	Orientation 1	Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux	Disposition 1	Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur	Non concerné (pas de rejets liés à l'activité de la carrière)
			Disposition 2	Prescrire des mesures compensatoires en hydromorphologie pour limiter les effets des pollutions classiques	Non concerné
			Disposition 3	Traiter et valoriser les boues de stations d'épuration	Non concerné
			Disposition 4	Valoriser le potentiel énergétique de l'assainissement	Non concerné
			Disposition 5	Améliorer les réseaux collectifs d'assainissement	Non concerné
	Orientation 2	Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain par des voies préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles) et palliatives (maîtrise de la collecte et des rejets)	Disposition 6	Renforcer la prise en compte des eaux pluviales par les collectivités	Non concerné
			Disposition 7	Réduire les volumes collectés et déversés par temps de pluie	Non concerné (pas de système de collecte des eaux sur site)
			Disposition 8	Privilégier les mesures alternatives et le recyclage des eaux pluviales	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
Défi 2 : Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques	Orientation 3	Diminuer la pression polluante par les fertilisants (nitrates et phosphore) en élevant le niveau d'application des bonnes pratiques agricoles	Disposition 9	Réduire la pression de fertilisation dans les zones vulnérables pour atteindre les objectifs du SDAGE	Non concerné
			Disposition 10	Optimiser la couverture des sols en automne pour atteindre les objectifs environnementaux du SDAGE	Non concerné
			Disposition 11	Maîtriser les apports de phosphore en amont des masses d'eau de surface menacées d'eutrophisation	Non concerné
	Orientation 4	Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques	Disposition 12	Protéger les milieux aquatiques des pollutions par le maintien de la ripisylve naturelle ou la mise en place de zones tampons	Non concerné
			Disposition 13	Maîtriser le ruissellement et l'érosion en amont des cours d'eau et des points d'infiltration de nappes phréatiques altérés par ces phénomènes	Le mode d'exploitation de la carrière : front de taille limité, décapage de la terre végétale et remise en état à l'avancement permet de limiter la surface de découverte, potentiellement érodée et le temps où le sol est découvert.
			Disposition 14	Conserver les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements	La remise en état à l'avancement avec création de talus enherbé permet de freiner les ruissellements et de maintenir/restaurer les herbages existants
			Disposition 15	Maintenir les herbages existants	
			Disposition 16	Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques	
	Orientation 5	Maîtriser les pollutions diffuses d'origine domestique	Disposition 17	Encadrer et mettre en conformité l'assainissement non collectif	Non concerné
			Disposition 18	Contrôler et mettre en conformité les branchements des particuliers	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
			Disposition 19	Mutations de biens immobiliers et certificat de raccordement	Non concerné
			Disposition 20	Limitier l'impact des infiltrations en nappes	Non concerné
Défi 3 : Réduire les pollutions des milieux aquatiques	Orientation 6	Identifier les sources et parts respectives des émetteurs et améliorer la connaissance des substances dangereuses	Disposition 21	Identifier les principaux émetteurs de substances dangereuses concernés	Non concerné
			Disposition 22	Rechercher les substances dangereuses dans les milieux et les rejets	Non concerné (pas de rejets liés à l'activité de la carrière)
	Orientation 7	Adapter les mesures administratives pour mettre en œuvre des moyens permettant d'atteindre les objectifs de suppression et de réduction des substances dangereuses	Disposition 23	Adapter les autorisations de rejet des substances dangereuses	Non concerné (pas de rejets liés à l'activité de la carrière)
			Disposition 24	Intégrer dans les documents administratifs du domaine de l'eau les objectifs de réduction des substances dangereuses ainsi que les objectifs spécifiques des aires d'alimentation de captage (AAC) et du littoral	Non concerné
			Disposition 25	Intégrer dans les documents professionnels les objectifs de réduction des substances dangereuses ainsi que les objectifs spécifiques des aires d'alimentation de captage (AAC) et du littoral	Non concerné
	Orientation 8	Promouvoir les actions à la source de réduction ou de suppression des rejets de substances	Disposition 26	Responsabiliser les utilisateurs de substances dangereuses (activités économiques, unions professionnelles, agriculteurs, collectivités, associations, groupements et particuliers...)	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
		dangereuses	Disposition 27	Mettre en œuvre prioritairement la réduction à la source des rejets de substances dangereuses par les acteurs économiques	Les activités de la carrière ne nécessitent pas l'emploi de substances dangereuses. Les modalités d'extraction permettent qu'aucun stockage de carburant ne soit réalisé sur le site.
			Disposition 28	Renforcer les actions vis-à-vis des déchets dangereux produits en petites quantités par des sources dispersées et favoriser le recyclage	Les activités du site ne génèrent pas de déchet
			Disposition 29	Réduire le recours aux pesticides en agissant sur les pratiques	Non concerné
			Disposition 30	Réduire le recours aux pesticides en agissant sur les pratiques	Non concerné
Défi 4 : Réduire les pollutions microbiologiques des milieux	Orientation 9	Substances dangereuses : soutenir les actions palliatives de réduction, en cas d'impossibilité d'action à la source	Disposition 31	Soutenir les actions palliatives contribuant à la réduction des flux de substances dangereuses vers les milieux aquatiques	Les activités de la carrière ne nécessitent pas l'emploi de substances dangereuses. Les modalités d'extraction permettent qu'aucun stockage de carburant ne soit réalisé sur le site.
	Orientation 10	Définir la vulnérabilité des milieux en zone littorale	Disposition 32	Réaliser des profils de vulnérabilité des zones de baignade	Non concerné
			Disposition 33	Réaliser des profils de vulnérabilité des eaux conchyliques	Non concerné
	Orientation 11	Limitier les risques microbiologiques d'origine domestique et industrielle	Disposition 34	Identifier et programmer les travaux limitant la pollution microbiologique du littoral	Non concerné
			Disposition 35	Sensibiliser les usagers à la qualité des branchements	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
	Orientation 12	Limiter les risques microbiologiques d'origine agricole	Disposition 36	Maîtriser l'accès du bétail aux abords des cours d'eau et points d'eau dans ces zones sensibles aux risques microbiologiques	Non concerné
			Disposition 37	Limiter les risques d'entraînement des contaminants microbiologiques par ruissellement hors des parcelles	Non concerné
Défi 5 : Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future	Orientation 13	Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau souterraine destinée à la consommation humaine contre les pollutions diffuses	Disposition 38	Les zones de protection des prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine sont définies comme étant les aires d'alimentation des captages (cf. chapitre 2.9)	Non concerné
			Disposition 39	Diagnostiquer et classer les captages d'alimentation en eau potable en fonction de la qualité de l'eau brute	Non concerné
			Disposition 40	Mettre en œuvre un programme d'action adapté pour protéger ou reconquérir la qualité de l'eau captée pour l'alimentation en eau potable	Non concerné
			Disposition 41	Protéger la ressource par des programmes de maîtrise d'usage des sols en priorité dans les zones de protection réglementaire	Non concerné
			Disposition 42	Définir des zones protégées destinées à l'alimentation en eau potable pour le futur	Non concerné
	Orientation 14	Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau de surface destinées à la	Disposition 43	Mettre en œuvre des périmètres de protection des prises d'eau pour l'alimentation en eau potable	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
		consommation humaine contre les pollutions	Disposition 44	Réglementer les rejets dans les périmètres rapprochés de captages	Non concerné
			Disposition 45	Prendre en compte les eaux de ruissellement pour protéger l'eau captée pour l'alimentation en eau potable de manière différenciée en zone urbanisée et en zone rurale	Non concerné
Défi 6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides	Orientation 15	Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité	Disposition 46	Limiter l'impact des travaux et aménagements sur les milieux aquatiques continentaux et les zones humides	Non concerné
			Disposition 47	Limiter l'impact des travaux et aménagements sur le milieu marin	Non concerné
			Disposition 48	Entretenir les milieux de façon à favoriser les habitats et la biodiversité	Non concerné
			Disposition 49	Restaurer, renaturer et aménager les milieux dégradés ou artificiels	Non concerné
			Disposition 50	Mieux prendre en compte le milieu dans la gestion du trait de cote	Non concerné
			Disposition 51	Instaurer un plan de restauration des milieux aquatiques dans les SAGE	Non concerné
			Disposition 52	Délimiter et cartographier les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral	Non concerné
			Disposition 53	Préserver et restaurer les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral	Non concerné
			Disposition 54	Maintenir et développer la fonctionnalité des milieux aquatiques particulièrement dans les zones de frayères	Non concerné
			Disposition 55	Limiter le colmatage du lit des cours d'eau dans les zones de frayères à migrateurs	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
			Disposition 56	Préserver les espaces à haute valeur patrimoniale et environnementale	Non concerné
			Disposition 57	Gérer durablement les milieux et les usages des espaces littoraux	Non concerné
			Disposition 58	Eviter, réduire ou compenser l'impact morphosédimentaire des aménagements et des activités sur le littoral	Non concerné
			Disposition 59	Identifier et protéger les forêts alluviales	Non concerné
	Orientation 16	Assurer la continuité écologique pour atteindre les objectifs environnementaux des masses d'eau	Disposition 60	Décloisonner les cours d'eau pour améliorer la continuité écologique	Non concerné
			Disposition 61	Dimensionner les dispositifs de franchissement des ouvrages en évaluant les conditions	Non concerné
			Disposition 62	Supprimer ou aménager les buses estuariennes des cours d'eau côtiers pour améliorer la continuité écologique	Non concerné
			Disposition 63	Aménager les prises d'eau des turbines hydroélectriques pour assurer la dévalaison et limiter les dommages sur les espèces migratrices	Non concerné
			Disposition 64	Diagnostiquer et établir un programme de libre circulation des espèces dans les SAGE	Non concerné
			Disposition 65	Favoriser la diversité des habitats par des connexions transversales	Non concerné
			Disposition 66	Les cours d'eau jouant le rôle de réservoirs biologiques	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
			Disposition 67	Adapter les ouvrages qui constituent un obstacle à la continuité écologique sur les axes migrateurs d'intérêt majeur	Non concerné
	Orientation 17	Concilier lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et le bon état	Disposition 68	Informier, former et sensibiliser sur le rétablissement de la continuité écologique	Non concerné
			Disposition 69	Concilier le transport par voie d'eau, la production hydroélectrique et le bon état	Non concerné
	Orientation 18	Gérer les ressources vivantes en assurant la sauvegarde des espèces au sein de leur milieu	Disposition 70	Etablir et mettre en œuvre des plans de gestion piscicole à une échelle pertinente	Non concerné
			Disposition 71	Promouvoir une gestion patrimoniale naturelle basée sur les milieux et non pas sur les peuplements	Non concerné
			Disposition 72	Gérer les ressources marines	Non concerné
			Disposition 73	Réviser les catégories piscicoles des cours d'eau selon leur état fonctionnel	Non concerné
			Disposition 74	Assurer la libre circulation des migrateurs amphihalins entre les milieux marins et aquatiques continentaux	Non concerné
			Disposition 75	Gérer les stocks des migrateurs amphihalins	Non concerné
			Disposition 76	Contrôler, conformément à la réglementation, la pêche maritime de loisir et professionnelle des poissons migrateurs amphihalins près des côtes	Non concerné
			Disposition 77	Intégrer les prescriptions du plan de gestion des poissons migrateurs dans les Sage	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
	Orientation 19	Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	Disposition 78	Modalité d'examen des projets soumis à déclaration ou à autorisation en zones humides	Non concerné
			Disposition 79	Veiller à la cohérence des aides publiques en zones humides	Non concerné
			Disposition 80	Délimiter les zones humides	Non concerné
			Disposition 81	Identifier les ZHleP et définir des programmes d'actions	Non concerné
			Disposition 82	Délimiter les ZHSge	Non concerné
			Disposition 83	Protéger les zones humides par les documents d'urbanisme	Non concerné
			Disposition 84	Préserver la fonctionnalité des zones humides	Non concerné
			Disposition 85	Limiter et justifier les prélèvements dans les nappes sous-jacentes à une zone humide	Non concerné
			Disposition 86	Etablir un plan de reconquête des zones humides	Non concerné
			Disposition 87	Informier, former et sensibiliser sur les zones humides	Non concerné
	Orientation 20	Lutter contre la faune et la flore invasives et exotiques	Disposition 88	Mettre en place un dispositif de surveillance des espèces invasives et exotiques	Non concerné
			Disposition 89	Définir et mettre en œuvre une stratégie d'intervention pour limiter les espèces invasives et exotiques	Pour limiter la présence d'espèce invasive, les espaces mis à nu sont exploités sans laisser le temps nécessaire à la prolifération

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
			Disposition 90	Eviter la propagation des espèces exotiques par les activités humaines	des espèces De plus, la remise en état (remise en culture) est réalisée au fur à mesure de l'avancement
			Disposition 91	Intégrer la problématique des espèces invasives et exotiques dans les SAGE, les contrats, les autres documents de programmation et de gestion	Non concerné
	Orientation 21	Réduire l'incidence de l'extraction des granulats sur l'eau et les milieux aquatiques	Disposition 92	Zoner les contraintes liées à l'exploitation des granulats	Non concerné
			Disposition 93	Evaluer l'incidence des projets d'exploitation de granulats dans les ZNIEFF et les zones Natura 2000	Non concerné
			Disposition 94	Définir les zonages, les conditions d'implantation de carrières compatibles avec tous les usages dans les SAGE et les Schémas départementaux des Carrières (SdC)	La carrière de Chevresis-Monceau est autorisée et exploitée depuis 1996. La demande de prolongation de durée fait l'objet du présent DDAE, conformément aux prescriptions de l'article R.512-36.II du Code de l'environnement
			Disposition 95	Evaluer l'impact de l'ouverture des carrières vis-à-vis des inondations et de l'alimentation en eau potable	
			Disposition 96	Elaborer un plan de réaménagement des carrières par vallée	Non concerné
			Disposition 97	Réaménager les carrières	La remise en état prévue est la remise en culture du site au fur à mesure de l'avancement de l'exploitation
			Disposition 98	Gérer dans le temps les carrières réaménagées	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
			Disposition 99	Assurer la cohérence des SdC et développer les voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires	La carrière de Chevresis-Monceau exploite de la craie du Sénonien inférieur et non des granulats alluvionnaires
			Disposition 100	Les SdC doivent tenir compte des ressources globales de granulats alluvionnaires a minima au niveau régional, des possibilités locales de recyclage et des disponibilités en autres matériaux	Non concerné
			Disposition 101	Prendre en compte la provenance des matériaux dans l'étude d'impact des grands aménagements	Non concerné
			Disposition 102	Planifier globalement l'exploitation des granulats marins et les exploiter en compatibilité avec les objectifs du SdAge et les autres usages de la mer	Non concerné
			Disposition 103	Améliorer la concertation	Non concerné
	Orientation 22	Limiter la création de nouveaux plans d'eau et encadrer la gestion des plans d'eau existants	Disposition 104	Limiter de façon spécifique la création de plans d'eau	Non concerné
			Disposition 105	Autoriser sous réserves la création de plans d'eau	Non concerné
			Disposition 106	Sensibiliser les propriétaires sur l'entretien de plans d'eau	Non concerné
			Disposition 107	Etablir un plan de gestion des plans d'eau	Non concerné
			Disposition 108	Le devenir des plans d'eau hors d'usage	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
Défi 7 : Gestion de la rareté de la ressource en eau et humides	Orientation 23	Anticiper et prévenir les surexploitations globales ou locales des ressources en eau souterraine	Disposition 109	Mettre en œuvre une gestion collective pour les masses d'eau ou partie de masses d'eau souterraines en mauvais état quantitatif	Non concerné (le site n'utilise pas d'eau, pas relié au système d'approvisionnement)
			Disposition 110	Définir des volumes maximaux prélevables pour les masses d'eau ou parties de masses d'eau souterraines en mauvais état quantitatif	
			Disposition 111	Adapter les prélèvements en eau souterraine dans le respect de l'alimentation des petits cours d'eau et des milieux aquatiques associés	
	Orientation 24	Assurer une gestion spécifique par masse d'eau ou partie de masses d'eau souterraines	Disposition 112	Modalités de gestion pour la masse d'eau souterraine 3103 tertiaire du Brie-Champigny et du Soissonnais	Non concerné
			Disposition 113	Modalités de gestion des masses d'eau souterraines 4092 Calcaires tertiaires Libres et Craie Sénonienne de Beauce et 4135 Calcaires tertiaires captifs de Beauce Sous Forêt d'Orléans	Non concerné
			Disposition 114	Modalités de gestion de la masse d'eau souterraine 3218 Albien-Néocomien captif	Non concerné
			Disposition 115	Modalités de gestion locales pour les masses d'eau souterraines 3001, 3202 et 3211 en Haute-Normandie	Non concerné
			Disposition 116	Modalités de gestion pour la masse d'eau souterraine 3208 Craie de Champagne Sud et Centre et pour la partie nord de la masse d'eau souterraine 3209 Craie du Sénonais et du PAYS d'Othe	Non concerné
			Disposition 117	Modalités de gestion pour la masse d'eau souterraine 3308 Bathonien Bajocien Plaine de Caen et du Bessin	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
	Orientation 25	Protéger les nappes à réserver pour l'alimentation en eau potable future	Disposition 118	Modalités de gestion de l'Yprésien de la masse d'eau souterraine 3104 éocène du VALOIS	Non concerné
			Disposition 119	Modalités de gestion de l'éocène de la masse d'eau souterraine 4092 Beauce en Ile-de-France	Non concerné
			Disposition 120	Masse d'eau souterraine 3006 Alluvions de la Bassée	Non concerné
			Disposition 121	Masse d'eau souterraine 3101 Isthme du Cotentin	Non concerné
			Disposition 122	Modalité de gestion de la masse d'eau souterraine 4135 Calcaires tertiaires captifs de Beauce sous Forêt d'Orléans	Non concerné
	Orientation 26	Anticiper et prévenir les situations de pénuries chroniques des cours d'eau	Disposition 123	Mettre en œuvre une gestion concertée des cours d'eau dans les situations de pénurie	Non concerné
			Disposition 124	Adapter les prélèvements dans les cours d'eau naturellement en déficit	Non concerné (le site n'utilise pas d'eau, pas relié au système d'approvisionnement)
			Disposition 125	Gérer les prélèvements dans les cours d'eau et nappes d'accompagnement à forte pression de consommation	Non concerné
	Orientation 27	Améliorer la gestion de crise lors des étiages	Disposition 126	Développer la cohérence des seuils et les restrictions d'usages lors des étiages sévères	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
		sévères	Disposition 127	Développer la prise en compte des nappes souterraines dans les arrêtés cadres départementaux sécheresse	Non concerné
	Orientation 28	Inciter au bon usage de l'eau	Disposition 128	Lutter contre les fuites dans les réseaux AEP	Non concerné
			Disposition 129	Favoriser et sensibiliser les acteurs concernés au bon usage de l'eau	Non concerné (le site n'utilise pas d'eau, pas relié au système d'approvisionnement)
			Disposition 130	Maîtriser les impacts des sondages, des forages et des ouvrages géothermiques sur les milieux	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
Défi 8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation et humides	Orientation 29	Améliorer la sensibilisation, l'information préventive et les connaissances sur le risque d'inondation	Disposition 131	Sensibiliser et informer la population au risque d'inondation	Non concerné (Le risque inondation n'est pas avéré sur la commune de Chevresis-Monceau (aucune inondation significative recensée, pas de Plan de Prévention des Risques Inondation - PPRI).
			Disposition 132	Compléter la cartographie des zones à risque d'inondation (aléas et enjeux)	Non concerné
	Orientation 30	Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens exposés au risque d'inondation	Disposition 133	Elaborer des diagnostics de vulnérabilité dans les zones à risque d'inondation	Non concerné
			Disposition 134	Développer la prise en compte du risque d'inondation pour les projets situés en zone inondable	Non concerné
			Disposition 135	Gérer les digues existantes (sécurité, entretien, effacement) pour limiter le risque d'inondation	Non concerné
			Disposition 136	Prendre en compte les zones inondables dans les documents d'urbanisme	Non concerné
	Orientation 31	Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues	Disposition 137	Identifier et cartographier les zones d'expansion des crues les plus fonctionnelles	Non concerné
			Disposition 138	Prendre en compte les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
			Disposition 139	Compenser les remblais autorisés permettant de conserver les conditions d'expansion des crues	Non concerné
	Orientation 32	Limiter les impacts des ouvrages de protection contre les inondations qui ne doivent pas accroître le risque à l'aval	Disposition 140	Privilégier le ralentissement dynamique des crues	Non concerné
			Disposition 141	Evaluer les impacts des mesures de protection sur l'aggravation du risque d'inondation et adapter les règles d'urbanisme en conséquence	Non concerné
			Disposition 142	Accompagner les mesures de protection par une sensibilisation systématique au risque d'inondation	Non concerné
			Disposition 143	Conditionner les financements des ouvrages de protection contre les inondations	Non concerné
	Orientation 33	Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation	Disposition 144	Etudier les incidences environnementales des documents d'urbanisme et des projets d'aménagement sur le risque d'inondation	Non concerné
			Disposition 145	Maîtriser l'imperméabilisation et les débits de fuite en zones urbaines pour limiter le risque d'inondation à l'aval	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
			Disposition 146	Privilégier, dans les projets neufs ou de renouvellement, les techniques de gestion des eaux pluviales à la parcelle limitant le débit de ruissellement	Les activités d'extraction de matériaux exercées par la carrière ne modifient pas la gestion des eaux pluviales du site initial : les eaux s'infiltrant dans le sol. Les modalités d'exploitation ne seront pas modifiées dans le cadre de la prolongation de l'activité.
Levier 1 : Acquérir et partager les connaissances pour relever les défis	Orientation 34	Améliorer la connaissance sur les substances dangereuses	Disposition 147	Poursuivre la recherche sur les substances dangereuses	Non concerné
			Disposition 148	Améliorer les connaissances des rejets de radionucléides	Non concerné
	Orientation 35	Améliorer la connaissance sur les milieux aquatiques, les zones humides et les granulats	Disposition 149	Connaître, préserver et reconquérir les zones de production des poissons migrateurs amphihalins	Non concerné
			Disposition 150	Développer la recherche sur les matériaux de substitution	Non concerné
			Disposition 151	Approfondir la connaissance des ressources et de l'impact des extractions de granulats marins	Non concerné
	Orientation 36	Améliorer les connaissances et les systèmes d'évaluation des actions	Disposition 152	Améliorer les connaissances sur les pressions et leurs impacts sur l'écosystème aquatique et la caractérisation de l'état des milieux, l'état des ressources vivantes et leurs habitats ainsi que le fonctionnement écologique des écosystèmes	Non concerné
			Disposition 153	Renforcer et mettre en cohérence les observatoires des pratiques agricoles et non-agricoles, en matière de pesticides et de fertilisation	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
			Disposition 154	Mettre en cohérence les réseaux de surveillance et les données	Non concerné
			Disposition 155	Evaluer l'impact des politiques de l'eau	Non concerné
			Disposition 156	Prendre en compte le bilan carbone® lors de la réalisation de nouveaux projets	Non concerné
			Disposition 157	Organiser les études et acquisitions de connaissance pour modéliser les situations de crise	Non concerné
Levier 2 : Développer la gouvernance et l'analyse pour relever les défis	Orientation 37	Favoriser une meilleure organisation des acteurs du domaine de l'eau	Disposition 158	Renforcer la synergie entre tous les acteurs de la société civile par les réseaux d'échanges	Non concerné
			Disposition 159	Favoriser l'émergence de maîtres d'ouvrages et la cohérence hydrographique de leurs interventions	Non concerné
			Disposition 160	Favoriser l'émergence d'Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) sur les grands axes du bassin	Non concerné (absence de SAGE approuvé sur le secteur)
	Orientation 38	Renforcer et faciliter la mise en oeuvre des SAGE	Disposition 161	Définir des périmètres de SAGE	Non concerné (absence de SAGE approuvé sur le secteur)
			Disposition 162	Veiller à la cohérence des SAGE sur les territoires partagés	
			Disposition 163	Etablir les rapports d'activité des SAGE	
			Disposition 164	Renforcer le rôle des CLE lors de l'élaboration, la révision et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme (SCOT, PLU et carte communale)	

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
			Disposition 165	Renforcer les échanges entre les CLE et les acteurs présents sur le territoire du Sage	
			Disposition 166	Renforcer l'intégration des objectifs littoraux dans les Sage	
			Disposition 167	Favoriser la mise en place de démarche de gestion intégrée de la mer et du littoral	
	Orientation 39	Promouvoir la contractualisation entre les acteurs	Disposition 168	Favoriser la contractualisation	Non concerné
			Disposition 169	Développer et soutenir l'animation	Non concerné
			Disposition 170	Mettre en place un suivi et une évaluation systématique des contrats	Non concerné
	Orientation 40	Sensibiliser, former et informer tous les publics à la gestion de l'eau	Disposition 171	Sensibiliser le public à l'environnement pour développer l'éco citoyenneté	Non concerné
			Disposition 172	Former les acteurs ayant des responsabilités dans le domaine de l'eau	Non concerné
			Disposition 173	Soutenir les programmes d'éducation à la citoyenneté dans le domaine de l'eau	Non concerné
			Disposition 174	Communiquer par le biais des outils de gestion de l'eau	Non concerné
			Disposition 175	Sensibiliser tous les publics aux changements majeurs futurs	Non concerné
			Disposition 176	Communiquer sur les évolutions du climat et les aspects socioéconomiques	Non concerné
	Orientation 41	Améliorer et promouvoir la transparence	Disposition 177	Alimenter le système d'information économique sur l'eau	Non concerné

Défi/Levier	Orientation SDAGE		Actions clés définies dans le SDAGE Seine-Normandie		Position de la carrière de Chevresis-Monceau
			Disposition 178	Alimenter un observatoire des coûts unitaires	Non concerné
			Disposition 179	Assurer la transparence sur les coûts des services et les coûts environnementaux	Non concerné
			Disposition 180	Assurer la transparence sur la récupération des coûts	Non concerné
			Disposition 181	Améliorer la transparence sur les besoins de renouvellement et de mise aux normes des équipements des services d'eau et d'assainissement	Non concerné
	Orientation 42	Renforcer le principe Pollueur-payeur par la tarification de l'eau et les redevances	Disposition 182	Moduler les redevances et appliquer une tarification incitative	Non concerné
			Disposition 183	Conditionner les aides au respect de la réglementation	Non concerné
			Disposition 184	Favoriser la solidarité entre les acteurs du territoire	Non concerné
	Orientation 43	Rationaliser le choix des actions et assurer une gestion durable	Disposition 185	Favoriser une synergie entre aides publiques et politique de l'eau	Non concerné
			Disposition 186	Rendre localement le contexte économique favorable aux systèmes de production les moins polluants	Non concerné
			Disposition 187	Evaluer les politiques publiques	Non concerné
			Disposition 188	Développer l'analyse économique dans les contrats intégrant le domaine de l'eau et les SAGE	Non concerné

2.6. Impacts risques naturels

2.6.1. *Risques potentiels identifiés*

La commune de Chevresis-Monceau est globalement peu concernée :

- Zone de sismicité 1 (très faible) ;
- Risque inondation non avéré : aucune inondation significative recensée, pas de PPRI ;
- Zone d'aléa faible en ce qui concerne le risque de retrait-gonflement des sols argileux ;
- Mouvements de terrain ou cavités répertoriés qui n'intéressent pas le site de la carrière objet du projet ;
- Zone de sensibilité très faible au risque de remontée de nappes ;
- Données de foudroiement inférieures à la moyenne française ;
- Pas de risque de feu de forêt.

Ainsi, aucune source potentielle de danger liée à l'environnement n'a été retenue comme source de danger pour le site.

De plus, la carrière de Chevresis-Monceau, de par ses activités, n'est pas concernée par l'arrêté du 19 juillet 2011 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Aucun impact potentiel n'est identifié.

⇒ Effets nuls

2.6.2. *Mesures de réduction*

Aucune mesure n'est prévue.

3. Analyse des effets sur le milieu naturel

3.1. Impacts sur le patrimoine naturel

3.1.1. *Evaluation de l'impact*

Aucun espace naturel d'intérêt ou protégé ne concerne le site de la carrière de Chevresis-Monceau.

Deux secteurs principaux regroupent plusieurs espaces naturels protégés et/ou inventoriés mais à plus d'une dizaine de kilomètre du site. Pour rappel, il s'agit :

- à environ 12 km au nord-ouest du site, la vallée de l'Oise regroupe les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 « Ensemble de pelouses de la vallée de l'Oise à l'amont de Ribemont et pelouse de Tupigny » et de type 2 « Vallée de l'Oise de Hirson à Thourotte » ;
- à environ 15 km au sud-est du site, la vallée de la Souche regroupe la Réserve Naturelle Nationale (RNN) « Marais de Vesles-et-Caumont », la zone de protection spéciale (ZPS), la zone spéciale de conservation (ZSC) et la Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) concernant le « Marais de la Souche ».

De même, le site de la carrière n'est concerné par aucun Parc Naturel Régional (PNR), ni Arrêté de protection de Biotope (APB).

La carrière de Chevresis-Monceau est autorisée depuis 1996 et est implantée au cœur de la « Plaine de grandes cultures », largement artificialisée.

De plus, la prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans est **demandée à périmètre constant**. Aucune acquisition foncière n'est envisagée.

Ainsi les activités de la carrière ne sont à l'origine d'aucun effet de coupure ou suppression d'habitats naturels.

Enfin, la présente étude d'impact a permis de montrer que les activités du site ne sont pas à l'origine de rejets industriels gazeux ou aqueux.

L'extraction des matériaux sera réalisée selon les mêmes modalités d'exploitation que précédemment. Le site a donc actuellement et aura dans le futur une incidence limitée sur l'environnement et notamment le milieu naturel.

La zone future d'exploitation (phases 2 à 5) est actuellement couverte de cultures qui sont régulièrement récoltées : ceci limite fortement la présence de flore patrimoniale et d'oiseaux nicheurs. En outre, elle ne présente pas de zone humide ni d'amas caillouteux susceptibles de favoriser la présence de batraciens et de reptiles.

L'extension de la carrière aura donc un impact très limité sur la flore, les habitats et la faune.

3.1.2. Mesures de prévention et de réduction des effets

Aucune mesure n'est prévue.

3.2. Notice d'incidences Natura 2000

L'évaluation des incidences est une étude particulière, ciblée, visant à évaluer les effets prévisibles d'un projet sur les espèces et habitats ayant motivé la proposition du site Natura 2000.

Le site Natura 2000 le plus proche est localisé à environ 15 km au sud-est du site. Pour rappel, il s'agit de la vallée de la Souche qui regroupe la Réserve Naturelle Nationale (RNN) « Marais de Vesles-et-Caumont », la zone de protection spéciale (ZPS), la zone spéciale de conservation (ZSC) et la Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) concernant le « Marais de la Souche ».

Les habitats et espèces inventoriées sur ce site Natura 2000 ne correspondent pas aux habitats potentiellement présents sur le site compte tenu de sa large artificialisation.

Aucune incidence n'est donc à redouter entre la carrière de Chevresis-Monceau et le site Natura 2000.

3.3. Compatibilité avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Picardie

La carrière de Chevresis-Monceau est concernée par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Picardie. En Picardie, le SRCE est aujourd'hui en cours d'adoption. L'enquête publique a eu lieu du 15 juin au 15 juillet 2015 et le rapport d'enquête a été publié le 4 septembre 2015. La commission d'enquête a exprimé un avis favorable.

Les « Fiches actions » du Plan d'Actions Stratégiques sont regroupées selon les thèmes suivants :

A- L'amélioration et le partage de la connaissance sur la TVB

Action A1 : Poursuivre l'acquisition de données sur la biodiversité du territoire, tous espaces confondus, et la mutualisation des données entre les producteurs de données

Action A2 : Améliorer les méthodes d'identification et des continuités écologiques

Action A3 : Améliorer les connaissances sur la fonctionnalité des continuités écologiques

Action A4: Améliorer la prise en compte des changements climatiques à venir dans les orientations et les pratiques de gestion des espaces

B- L'intégration de la TVB aux différentes échelles de planification du territoire

Action B1 : A toutes les échelles, veiller à la bonne articulation entre le SRCE et les différents documents existants

Action B2 : Intégrer la TVB à chaque étape d'élaboration d'un document d'urbanisme

Action B3 : Préserver, protéger, voire remettre en bon état la TVB au travers des différents dispositifs de planification et d'aménagement/gestion/valorisation du territoire et des paysages.

C- L'amélioration de la perméabilité des obstacles aux continuités écologiques

Action C1 : Être vigilant quant aux effets indirects et non désirés de la restauration des continuités écologiques (expansion des espèces exotiques envahissantes)

Action C2 : Intégrer la TVB aux différentes étapes de réalisation des projets depuis la phase amont jusqu'à leur mise en service

Action C3 : Améliorer la perméabilité des infrastructures linéaires (terrestres, aériennes, enterrées)

Action C4 : Assurer la libre circulation des espèces aquatiques et semi-aquatiques

Action C5 : Redonner aux milieux aquatiques et humides leur rôle "d'interface" entre Trame verte et Trame bleue

D - La conciliation entre activités économiques et TVB

Action D1 : Maîtriser les impacts écologiques des carrières et les transformer en espaces supports de la TVB

Action D2 : Concilier les activités de production d'énergie renouvelable et la TVB

Action D3 : Garantir des activités de loisirs et de tourisme respectueuses de la TVB

Action D4 : Maintenir et favoriser une sylviculture respectueuse des continuités écologiques et de la biodiversité

Action D5 : Maintenir et favoriser une agriculture support de la TVB

Action D6 : Limiter les incidences négatives des activités sur les continuités hydrographiques et littorales

E- Le soutien des acteurs et des territoires dans la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques

Action E1 : Accompagner les collectivités et les porteurs de projets pour la prise en compte du SRCE dans leurs projets d'urbanisme et d'aménagements opérationnels

Action E2 : Mettre en place, à la faveur d'initiatives locales, de nouveaux dispositifs d'aide ou pérenniser ceux existants

F- Le dispositif de suivi et d'évaluation

Action F1 : Le dispositif de suivi et d'évaluation

Action F2 : Mettre en place un dispositif de suivi de la TVB

La compatibilité du site au plan d'actions stratégiques de ce SRCE est établie dans le tableau ci-après. Elle ne concerne que les actions concernant potentiellement les activités de la carrière de Chevresis-Monceau. Il s'agit notamment des actions C et D.

Tableau 3 : Position du site vis-à-vis des actions C et D du Plan d'actions stratégique associé au SRCE Picardie

Secteurs visés par le SRCE	Orientations stratégiques	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
L'AMÉLIORATION DE LA PERMÉABILITÉ DES OBSTACLES AUX CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES	<p>C1 Être vigilant quant aux effets indirects et non désirés de la restauration des continuités écologiques (expansion des espèces exotiques envahissantes)</p> <p>Il convient donc avant tout de prévenir l'implantation d'espèces exotiques envahissantes, soit de manière directe lors de la plantation d'une haie par exemple, soit de manière indirecte par transport d'adventices ou de boutures sur les engins de travaux, par des apports de terre végétale, de plantations diverses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser une gestion des bords de route, des espaces verts ruraux et urbains, selon des modalités concertées entre services de la voirie, écologues et usagers du territoire (nettoyer les engins de chantier susceptibles de transporter des EEE végétales, ne pas créer de conditions favorables au développement des EEE végétales comme la mise en lumière favorable aux renouées...); - Assurer une veille permanente sur les espèces exotiques envahissantes afin, notamment, d'être en capacité d'intervenir le plus précocement possible sur les stations existantes ; - Réaliser et diffuser des guides de bonnes pratiques pour la prévention de l'apparition de nouvelles stations d'espèces exotiques envahissantes, la conduite de chantiers de contrôle, et assurer des actions d'information, sensibilisation et formation à destination de divers publics (jardiniers, jardinerie, services espaces verts, déchetteries, etc.) ; - Conduire des interventions précoces de contrôle des stations d'espèces exotiques envahissantes afin d'essayer de supprimer ces stations alors qu'elles sont encore très circonscrites ; - Déconseiller la plantation d'EEE dans les aménagements publics, les jardins et propriétés privées, les plantations forestières... 	<p>Pour limiter la présence d'espèces invasives, les espaces mis à nu sont exploités sans laisser le temps nécessaire à la prolifération des espèces</p> <p>De plus, la remise en état (remise en culture) est réalisée au fur à mesure de l'avancement</p>

Secteurs visés par le SRCE	Orientations stratégiques	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
	<p>C2 Intégrer la TVB aux différentes étapes de réalisation des projets depuis la phase amont jusqu'à leur mise en service La TVB doit être prise en compte tout au long du processus de conception d'un projet, notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'intégration de critères environnementaux et de compétences en écologie, paysage et cartographie relatifs à la TVB dans les cahiers des charges des projets d'aménagement – la réalisation de diagnostics qui intègrent les notions de dynamique des milieux par la prise en compte des échelles spatiales et temporelles des continuités écologiques – une analyse des impacts directs et indirects du projet sur les continuités écologiques : lors du diagnostic, lors du choix des tracés retenus ou de l'implantation des projets et avant l'enquête publique – Respecter la doctrine ERC (« Éviter, Réduire, Compenser »), en privilégiant les mesures d'évitement et, en dernier recours et sous réserve d'intérêt public, en proposant des mesures de réduction ou de compensation ; – Enfin, par la définition et l'intégration d'indicateurs de suivi des continuités écologiques et de suivi des actions de prise en compte de la TVB dès l'amont du projet. – En parallèle, cette action sous-entend de veiller à la prise en compte de la TVB dans les diverses procédures d'évaluation des impacts sur l'environnement 	<p>La carrière de Chevresis-Monceau est autorisée depuis 1996. La présente demande concerne la prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation que précédemment.</p> <p>Les éléments relatifs à la TVB ont été intégrés au présent rapport. Il a été identifié les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – La vallée du Péron, située à environ 1 km au nord-ouest du site constitue un corridor multitrane à fonctionnalité réduite. – Le réservoir biologique le plus proche est constitué par la forêt domaniale de Marle située à plus de 3 km. <p>Le site ne présente pas de lien écologique avec ces espaces.</p>
	<p>C3 Améliorer la perméabilité des infrastructures linéaires (terrestres, aériennes, enterrées)</p> <ul style="list-style-type: none"> – Améliorer la perméabilité des infrastructures linéaires ayant un effet de coupure dans les réservoirs de biodiversité et sur les corridors – Améliorer la transparence des systèmes de clôtures (hors infrastructures linéaires) – Limiter les risques de mortalité de la faune au niveau des infrastructures linéaires – Limiter les risques de collisions avec les infrastructures aériennes, linéaires ou non – Limiter les risques de piégeage de la faune 	Non concerné

Secteurs visés par le SRCE	Orientations stratégiques	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
	C4 Assurer la libre circulation des espèces aquatiques et semi-aquatiques <ul style="list-style-type: none"> – Mettre en œuvre la réglementation applicable aux cours d'eau de la liste 1 – Accompagner techniquement et financièrement les propriétaires et les gestionnaires d'ouvrage dans la remise en bon état des continuités écologiques des cours d'eau de la liste 2 afin de rétablir les continuités écologiques. – Améliorer la perméabilité des obstacles au sein des corridors aquatiques afin d'assurer la libre circulation des espèces aquatiques, notamment au moment de leur reproduction – Assurer la libre circulation des espèces liées aux trames aquatiques et/ou humides et le transport des sédiments – Protéger et restaurer les habitats des espèces aquatiques et semi-aquatiques et permettre à ces espèces de bien accéder à ces habitats 	Non concerné
	C5 Redonner aux milieux aquatiques et humides leur rôle "d'interface" entre Trame verte et Trame bleue <ul style="list-style-type: none"> – Cela implique tout d'abord de cibler des secteurs prioritaires pour le maintien ou la remise en bon état des continuités latérales. – Protéger et restaurer les habitats des espèces aquatiques et semi-aquatiques et permettre à ces espèces de bien accéder à ces habitats – Limiter fortement la disparition et la dégradation des zones humides – Restaurer et préserver les liens fonctionnels entre les milieux aquatiques et humides – Améliorer la qualité des eaux de surface 	Non concerné

Secteurs visés par le SRCE	Orientations stratégiques	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
<p>LA CONCILIATION ENTRE ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET TVB</p>	<p>D1 Maîtriser les impacts écologiques des carrières et les transformer en espaces supports de la TVB D11 Prendre en compte les continuités écologiques au sein des zonages prévus par les schémas des carrières D12 Intégrer la TVB dans les projets de carrière et poursuivre la prise en compte de celle-ci jusqu'à la phase de réaménagement D13 Étudier les possibilités et créer des opportunités d'organiser l'exploitation de manière à limiter les impacts sur les continuités écologiques. Pour rappel, la législation sur les ICPE impose aux carrières des études tant quantitatives que qualitatives de leurs phasages d'exploitation. D14 Privilégier des réaménagements visant à remettre en bon état (y compris agricole, tant du point de vue de la biodiversité que du point de vue du sol et de la géologie) ou créer de nouvelles continuités écologiques en tenant compte de l'évolution du site en cours ou à venir</p>	<p>Il a été montré ci-avant : Aucun espace naturel d'intérêt ou protégé ne concerne le site de la carrière de Chevresis-Monceau. La carrière de Chevresis-Monceau est autorisée depuis 1996 et est implantée au cœur de la « Plaine de grandes cultures », largement artificialisée. De plus, la prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans est demandée à périmètre constant. Aucune acquisition foncière n'est envisagée. Ainsi les activités de la carrière ne sont à l'origine d'aucun effet de coupure ou suppression d'habitats naturels. Enfin, la présente étude d'impact a permis de montrer que les activités du site ne sont pas à l'origine de rejets industriels gazeux ou aqueux. L'extraction des matériaux sera réalisée selon les mêmes modalités d'exploitation que précédemment. Le site a donc actuellement et aura dans le futur une incidence limitée sur l'environnement et notamment le milieu naturel.</p> <p>La parcelle objet de l'exploitation était initialement en cultures. La remise en état réalisée à l'avancement (à chaque fin de phase d'exploitation) concerne la remise en cultures des zones exploitées.</p>

Secteurs visés par le SRCE	Orientations stratégiques	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
	<p>D2 Concilier les activités de production d'énergie renouvelable et la TVB La Picardie est peu propice à la production d'hydro-électricité, du fait d'un relief peu prononcé. Par contre, le potentiel éolien y est considérable, ce qui la place parmi les régions les plus grandes productrices d'énergie éolienne. Le Schéma Régional Eolien, adossé au Schéma Régional Climat Air Energie a déjà proposé des éléments de cadrage du développement spatial de l'éolien, en proposant des zones favorables excluant certaines zones sensibles, telles que les vallées et leurs abords. Mais toutes les unités écologiques les plus vulnérables n'ont pas été exclues des zones présentées comme favorables. En outre, tout aménagement de création de sites de production d'énergie renouvelable est soumis à la réglementation des études d'impact sur l'environnement, dans lesquelles les continuités écologiques doivent être analysées et prises en compte.</p>	Non concerné
	<p>D3 Garantir des activités de loisirs et de tourisme respectueuses de la TVB D31 Optimiser l'implantation des infrastructures touristiques vis-à-vis des continuités écologiques peut passer par l'affectation des secteurs les plus appropriés dans les documents d'urbanisme D32 Développer des démarches volontaristes de sensibilisation (voire de formation vers une plus-value environnementale de leur offre) des acteurs touristiques, des structures de promotion des loisirs sportifs de pleine nature, afin d'améliorer leur compréhension des enjeux. D33 Organiser avec des dispositifs adaptés (canalisation et orientation des flux de fréquentation, mise en place d'une signalétique adaptée, d'informations...) l'usage des milieux de telle sorte qu'ils ne soient pas altérés ou que la faune n'y soit pas démesurément dérangée. Soutenir et valoriser les actions de préservation et de valorisation réalisées par les acteurs des loisirs et sports de nature. D34 Développer, sur les sites les plus fragiles et présentant un fort attrait touristique, une présence de médiateurs informant le public sur les comportements à privilégier et, en dernier recours, des acteurs assermentés sanctionnant les personnes transgressant la réglementation.</p>	Non concerné

Secteurs visés par le SRCE	Orientations stratégiques	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
	D4 Maintenir et favoriser une sylviculture respectueuse des continuités écologiques et de la biodiversité D41 Développer les documents de gestion durable forestière et les plans d'animation D42 Conforter une gestion forestière multifonctionnelle favorable au maintien de la diversité biologique D43 Maîtriser les opérations de plantation des ligneux lorsqu'elles peuvent porter atteinte à des milieux ouverts de grande qualité patrimoniale	Non concerné
	D5 Maintenir et favoriser une agriculture support de TVB D51 Renforcer et développer les pratiques culturales et les modes de gestion des terres favorables au maintien de la biodiversité et des continuités écologiques, tout en étant compatibles avec l'activité agricole D52 Favoriser le maintien et le développement d'un maillage d'infrastructures agro-écologiques favorables à la remise en bon état des continuités écologiques D53 Favoriser le développement des pratiques agricoles favorables à la préservation de la ressource en eau et des cours d'eau D54 Préserver et maintenir les espaces agricoles menacés de disparition ou de fragmentation	La parcelle objet de l'exploitation était initialement en cultures. La remise en état réalisée à l'avancement (à chaque fin de phase d'exploitation) concerne la remise en cultures des zones exploitées.
	D6 Limiter les incidences négatives des activités sur les continuités hydrographiques et littorales Pour les corridors aquatiques : cf. fiche action C4 Pour les corridors littoraux : D61 Limiter l'installation de nouveaux obstacles au sein des corridors littoraux tout en améliorant la perméabilité de ceux existant, notamment d'un point de vue sédimentaire. D62 Identifier les ouvrages (épis, digues, mise à l'eau, chemins d'accès...) créant des déficits sédimentaires et pouvant, à terme, diminuer la fonctionnalité des corridors littoraux. D63 Empêcher toute construction d'ouvrages, d'habitations ou encore de chemins carrossables au niveau des secteurs dunaires et des cordons de galets. D64 Assurer une restauration et une conservation des secteurs de plages naturelles et des avants-dunes végétalisées. D65 Prendre en considération les corridors littoraux dès la phase amont des projets de développement touristiques et culturels du littoral picard et de la Baie de Somme.	Non concerné

4. Analyse des effets sur le milieu humain

4.1. Impacts sur la population et les activités socio-économiques

4.1.1. *Impact sur le voisinage humain*

Les incidences du projet sur le voisinage sont développées dans chaque thématique environnementale de l'étude d'impact. Les paragraphes suivants s'attachent à résumer les principaux impacts relevés et les mesures associées.

- **Circulation**

Les camions de chargement sont constitués de semi-remorques de PTAC de 44 tonnes ou des tracteurs agricoles munis de bennes (10 tonnes).

Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an.

Le trafic est ainsi estimé entre 10 à 20 camions par jour.

Dans le cadre de la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière, le trafic ne sera pas modifié.

L'impact de ce flux est jugé faible et ne nécessite pas d'aménagement spécifique sur le réseau de voirie du secteur.

En phase de post-exploitation, l'impact du site sur le trafic sera nul puisqu'il n'y aura plus d'activités.

⇒ **Effets négatifs permanents faibles**

- **Emissions atmosphériques**

Les principales émissions atmosphériques liées à l'exploitation sont des émissions diffuses de poussières liées à l'extraction des matériaux, au roulement des engins sur le site ainsi que des émissions de gaz d'échappement des engins et camions utilisés sur le site. L'analyse des impacts présentée au chapitre 2.2 montre que les émissions sont et resteront faibles.

Les émissions atmosphériques générées en post-exploitation seront nulles puisqu'il n'y aura plus d'activité.

⇒ **Effets négatifs permanents faibles**

- **Impact visuel**

Pour rappel de la Pièce III : Etat initial de l'environnement, la carrière de Chevresis-Monceau est largement masquée compte tenu du dénivelé et de la présence d'une haie boisée en extrémité sud-ouest du site. De même, le front de taille en craie blanche s'intègre globalement à la ligne d'horizon.

La carrière reste perceptible depuis la RD 64, au niveau du hameau des fermes de Valécourt et depuis la RD 967, en direction de Monceau-le-Neuf-et-Faucouzy à la faveur d'une trouée présente au sein d'un bosquet. Le site est donc visible ponctuellement.

Dans le cadre de la présente demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière, l'extraction concerne le périmètre autorisé sans modification et selon les mêmes modalités d'exploitation.

Le gisement exploitable dans le cadre de l'autorisation actuelle n'a pu être extrait dans sa totalité et la prolongation suivra le phasage initialement accordé.

L'aspect visuel du site ne sera donc pas modifié. En effet, la remise en état à l'avancement permet de limiter l'impact du site.

⇒ **Effets négatifs permanents faibles**

- **Impact sur la santé**

L'étude des risques sanitaires présentée au chapitre 4.11 conclut à l'absence de risque inacceptable pour les riverains.

- **Impact sonore et vibratoire**

L'étude d'impact acoustique réalisée en décembre 2015 ne met pas en évidence d'impact significatif pour le voisinage humain du fait de la nature des activités réalisées et des périodes de fonctionnement (Cf. chapitre 4.8).

⇒ **Effets négatifs temporaires faibles**

4.1.2. Impacts socio-économiques

Pour son exploitation, les moyens humains sur le site comprennent 1 seule personne : le conducteur de pelle ou de la chargeuse.

Dans le cadre de la présente demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière, aucune modification ne sera portée au nombre d'employés.

⇒ **Effets nuls**

4.2. Impacts sur l'urbanisme

4.2.1. *Impacts sur les documents d'urbanisme*

La commune de Chevresis-Monceau n'est pas dotée d'un Plan d'Occupation des Sols (POS), ni d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), ni même d'une carte communale.

En l'absence de document d'urbanisme, c'est donc le règlement général d'urbanisme (RNU) qui s'applique.

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral depuis 1996. Dans le cadre de la présente demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière, l'extraction concerne le périmètre autorisé sans modification. Ce projet ne nécessite pas de modification des documents d'urbanisme, le projet de prolongation n'aura donc pas d'impact sur l'urbanisme.

⇒ **Absence d'effet**

4.2.2. *Compatibilité du projet avec le Schéma de COhérence Territoriale (SCOT) du territoire du Pays Saint-Quentinois*

Pour rappel de la Pièce 3, la commune de Chevresis-Monceau appartient à la Communauté de Communes du Val de l'Oise (CCVO). A cheval sur deux cantons (Ribemont et Moÿ-de-l'Aisne), la CCVO est à la périphérie de Saint-Quentin et de son agglomération et constitue un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI).

Celui-ci est intégré au projet de territoire du Pays du Saint-Quentinois qui regroupe 5 EPCI dont celui de la Vallée de l'Oise.

Le SCOT a été approuvé sur le territoire le 12 décembre 2013.

Depuis l'approbation du SCOT, les EPCI de la Vallée de l'Oise et du Val d'Origny se sont regroupés.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) présente les grands axes du projet de territoire, à l'échelle du Pays mais aussi de chaque EPCI.

La stratégie développée ici s'articule autour d'un développement de l'économie et de l'emploi, avec comme levier principal, la qualité de vie de ses habitants, en axant la forme du développement du Pays Saint-Quentinois autour de facteurs qualitatifs, résumés dans 3 objectifs fondamentaux auxquels correspondent 9 actions prioritaires :



Figure 2 : Objectifs fondamentaux et actions prioritaires définis par le PADD

Tableau 4 : Position du site vis-à-vis des actions prioritaires définies par le PADD du SCOT du territoire du Pays Saint-Quentinois

Objectifs	Axe stratégique	Actions prioritaires	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
Qualité du cadre de vie	Qualité urbaine	Une architecture du territoire fondée sur des pôles clairement identifiés	Non concerné (Site en contexte rural)
		Valoriser les centres-villes et les centre-bourgs	
		Insérer les aménagements et les constructions dans leur environnement	
	Habitat	Diversifier le parc résidentiel : assurer des parcours résidentiels dans chaque territoire	Non concerné (pas de bâti sur site existant ou prévu)
		Développer la rénovation/ réhabilitation du parc	
		Répondre aux besoins de la population en termes quantitatifs	
	Environnement	Mettre en œuvre une trame bleue et verte à l'échelle du Pays ainsi qu'une gestion paysagère d'ensemble	<p>Les éléments relatifs à la TVB ont été intégrés au présent rapport. Il a été identifié les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La vallée du Péron, située à environ 1 km au nord-ouest du site constitue un corridor multitrame à fonctionnalité réduite. - Le réservoir biologique le plus proche est constitué par la forêt domaniale de Marle située à plus de 3 km. <p>Le site ne présente pas de lien écologique avec ces espaces.</p>
		Prévenir les risques d'inondation et de glissement de terrain dans l'aménagement	Non concerné (pas de risque inondation sur la commune)
		Préserver la ressource en eau (captages, assainissement en fonction de l'armature urbaine)	Non concerné (pas de besoin en eau lié aux activités du site)
Qualité de vie	Services	Un développement de services de qualité en fonction des pôles du territoire	Non concerné
		Un effort spécifique sur les services de santé, la petite enfance et la culture	
		Envisager des mutualisations à l'échelle du Pays	
	Mobilités	Développer un schéma de transports collectifs dans le pays	Non concerné
		S'appuyer sur des pôles-gare favorisant l'intermodalité train/ voiture/ mobilités douces)	
		Favoriser la mobilité (culture, loisirs, recherche d'emploi, etc.)	

Objectifs	Axe stratégique	Actions prioritaires	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
	Formation	Valoriser les parcours de formation initiale et continue : un plus haut niveau de formation pour une activité économique à plus forte valeur ajoutée	Non concerné
		Définir les conditions (économiques, financières, urbaines) du développement du pôle universitaire Saint-Quentin (atteinte d'une taille critique)	
Croissance économique	Aménagement	Un aménagement qualitatif permettant la remontée en gammes des activités du Pays	Non concerné
		Une consommation d'espace limitée (disponibilités actuelles, tertiarisation)	Présente demande qui concerne la prolongation des activités actuellement autorisées sur un périmètre constant. Aucune acquisition foncière n'est envisagée, pas de consommation d'espace supplémentaire par rapport au site autorisé.
		Un schéma cohérent des parcs d'activité du pays	Non concerné
Croissance économique	Infrastructures	Une priorité : l'accroche de l'ensemble du Pays au réseau autoroutier via le contournement de Saint-Quentin	Non concerné
		Poursuite des efforts en vue de l'amélioration de la ligne ferroviaire	
		Mise en réseau des liaisons douces	
	Diversification	S'appuyer sur les filières et les entreprises actuelles pour diversifier l'économie : NTIC, image et son, métiers de l'environnement, tertiaire, tourisme	Non concerné
		Développement commercial en centre-ville et en centre-bourg, mais également pour limiter l'évasion commerciale (équipement de la personne et la maison)	

4.3. Impacts sur le patrimoine culturel

Aucun élément patrimonial n'a été inventorié dans le secteur d'étude.

La carrière de Chevresis-Monceau est autorisée depuis 1996 et est implantée au cœur de la « Plaine de grandes cultures », largement artificialisée.

De plus, la prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans est **demandée à périmètre constant selon les mêmes modalités (sur 5 m de profondeur)**. Aucune acquisition foncière n'est envisagée.

Aucun impact du projet sur le patrimoine culturel n'est attendu.

⇒ Absence d'effet

4.4. Impacts sur les risques technologiques

Le risque industriel est lié à la présence d'un établissement SEVESO imposant l'établissement de Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Or, aucun établissement n'a été identifié sur le secteur d'étude.

En effet, bien que le département de l'Aisne dispose d'un Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), approuvé le 24 mars 2015, **la commune de Chevresis-Monceau ne possède à ce jour aucun Plan de Prévention des Risques (PPR)**.

⇒ Absence d'effets

4.5. Impact sur les voies de communication

4.5.1. Impacts sur les voies de communication

L'extraction des matériaux est réalisée à la pelle ou à la chargeuse. Ceux-ci sont ensuite chargés directement sur camions et évacués sur les lieux d'utilisation.

L'exploitation des matériaux est réalisée uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an. **La carrière ne fonctionne pas en continu.**

Les camions de chargement sont constitués de semi-remorques de PTAC de 44 tonnes ou des tracteurs agricoles munis de bennes (10 tonnes)

Le trafic est ainsi estimé entre 10 à 20 camions par jour.

Le tableau ci-après présente ce trafic mis en comparaison avec les trafics observés sur les voiries proches.

Tableau 5 : Trafic du site mis en comparaison avec les trafics observés sur les voiries proches

Route concernée	Date données	Trafic annuel de véhicules	Trafic annuel de camions		Trafic annuel généré par le site (nbre PL/an)	Part du trafic sur le trafic total (en %)	
		Nbre véh./an	%	Nbre PL/an		Tous véhicules	PL
RD 967 (PR 99+500)	2013	1505	9,6	145	10 à 20	< 1	< 13,8
RD 967 (PR 90+500)	2014	5287	4,7	248			< 8,1
RD 946 (PR 32 +000)	2013	1709	12,4	212			< 9,4
RD 12 (PR 7 +051)	2011	1786	5,6	100			< 20
RN 2 (PR 78 +700)	2012	7314	17,88	1 308			< 1,5

Pas de modification de la situation actuelle.

Le trafic généré par les activités de la carrière de Chevresis-Monceau représente donc moins de 1 % du trafic tous véhicules des voies environnantes et moins de 20 % du trafic poids lourds. En outre, ce trafic est limité dans le temps, non continu, compte tenu que l'extraction des matériaux est réalisée uniquement en réponse aux demandes des clients et préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an.

Ainsi, le trafic lié à la carrière de Chevresis-Monceau sera négligeable par rapport au trafic courant sur les voiries avoisinantes.

⇒ Effet directs négatifs temporaires faibles à modérés

4.5.1. Mesures de prévention et de réduction des effets

Les principales mesures mises en place en vue de limiter l'impact du site sur les voies de communication sont les suivantes :

- L'optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- L'usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation, régulièrement entretenus;
- La vitesse de circulation est limitée sur site et sur les voies adjacentes (< à 30 km/h).

4.6. Intégration dans le paysage

4.6.1. *Impacts sur la perception paysagère du site*

Pour rappel de la Pièce 3 : Etat initial de l'environnement, la carrière de Chevresis-Monceau est largement masquée compte tenu de l'encaissement de 5 m de la carrière et de la présence d'une haie boisée en extrémité sud-ouest du site.

Ainsi, depuis le chemin d'accès et une portion de la RD 64, compte tenu de la présence d'une haie boisée, la carrière et sa zone d'exploitation ne sont pas visibles.

La carrière reste perceptible depuis la RD 64, au niveau du hameau des fermes de Valécourt et depuis la RD 967, en direction de Monceau-le-Neuf-et-Faucouzy à la faveur d'une trouée présente au sein d'un bosquet. Le site est donc visible ponctuellement. Cependant, le front de taille en craie blanche s'intègre globalement à la ligne d'horizon.

Dans le cadre de la présente demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière, l'extraction concerne le périmètre autorisé sans modification et selon les mêmes modalités d'exploitation.

Seule la plantation systématique des talus latéraux prévue initialement n'est pas réalisée. Celle-ci ne modifie pas l'impact paysager du site. Au contraire, une ligne de plantations au sein de ce paysage agricole aurait tendance à couper la ligne de vision et attirer l'œil sur cette « anomalie » paysagère.

Le gisement exploitable dans le cadre de l'autorisation actuelle n'a pu être extrait dans sa totalité et la prolongation suivra le phasage initialement accordé.

L'aspect visuel du site ne sera donc pas modifié. En effet, la remise en état à l'avancement permet de limiter l'impact du site.

⇒ Effets négatifs permanents faibles

4.6.2. *Mesures*

Pour limiter l'impact visuel généré par les activités réalisées sur le site, des mesures sont mises en place pour limiter au maximum la gêne visuelle :

- L'optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an. La hauteur du front de taille est réduite : 5 m maximum ;
- La remise en état est réalisée à l'avancement par la mise en culture du site ;
- Une haie boisée est présente en extrémité sud-ouest du site ;
- Les merlons périphériques constitués au fur et à mesure de l'extraction masquent les activités réalisées au niveau du front de taille ;

- Aucun engin n'est stationné sur le site, ni aucun stock de carburants n'est réalisé. Lors des phases d'extraction, le matériel nécessaire est acheminé et stationné tous les soirs chez l'agriculteur le plus proche, propriétaire des terrains ;
- L'état de propreté du site fait l'objet de contrôles réguliers ;
- Les opérations n'ont pas lieu les week-ends et jours fériés.

4.7. Analyse des effets sur les espaces naturels agricoles, forestiers ou de loisirs

4.7.1. *Impact sur les espaces agricoles*

Comme évoqué précédemment, le gisement exploitable dans le cadre de l'autorisation actuelle n'a pu être extrait dans sa totalité.

La présente demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière concerne donc le périmètre autorisé sans modification ou acquisition supplémentaire.

De plus, l'extraction des matériaux est réalisée de manière discontinue, uniquement en réponse aux demandes des clients. De même, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an.

L'indisponibilité des terrains est donc réduite dans le temps et l'espace.

Enfin, la remise en état est réalisée à l'avancement.

L'impact sur les espaces agricoles est donc réduit.

⇒ Effets négatifs permanents faibles

4.7.1. *Impact sur les espaces de loisirs*

Aucun site touristique notable n'est présent dans l'aire d'étude du site. Ainsi, aucun circuit touristique n'est recensé à proximité immédiate du site (absence de Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et Randonnées).

En l'absence d'enjeu, la carrière de Chevresis-Monceau n'a pas d'impact sur les espaces de loisirs.

⇒ Absence d'effets

4.7.2. *Impact sur les espaces forestiers*

Pour rappel, **avec un taux de boisement moyen de 15%, la région Picardie dispose d'une superficie forestière faible.** Dans cette région, 74 % du territoire est consacré à l'agriculture.

La parcelle objet de l'exploitation n'est actuellement pas boisée.

Comme indiqué précédemment, la présente demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière concerne le périmètre autorisé sans modification ou acquisition supplémentaire.

La carrière de Chevresis-Monceau n'a pas d'impact sur les espaces forestiers.

⇒ **Absence d'effets**

4.8. Impacts liés au bruit et aux vibrations

4.8.1. Inventaire des sources de bruit et de vibrations

Les nuisances sonores sont essentiellement liées aux activités d'exploitation :

- avec la mise en œuvre de la pelle pour le décapage de la terre de découvert et l'extraction de la craie ;
- les opérations de chargement sur les camions ou engins ;
- la circulation des camions et engins.

4.8.2. L'impact acoustique et vibratoire

LVM TP a fait effectuer une campagne de mesures de bruit. Celle-ci a été réalisée par la société VENATHEC le 2 décembre 2015. Le rapport complet est joint en **annexe 2** du présent document.

Les mesures ont été effectuées en 2 points en limite de propriété et en 2 points du voisinage. La position des points de mesure est présentée ci-après.



Figure 3 : Vue aérienne avec emplacement des points de mesure de bruit – VENATHEC, décembre 2015

La campagne s'est déroulée de 11h00 à 12h30 pour la période d'activité et de 12h30 à 13h00 pour la période de bruit résiduel.

Niveaux sonores en limite de propriété

Selon les informations communiquées par la société, les mesures sont représentatives d'une période d'activité normale du site suivant la période diurne.

Tableau 6 : Niveaux sonores en limites de propriété

Emplacement des mesures	Niveau de bruit en dBA de jour (L_{Aeq}) Sur la période 11h00-11h50	Niveau de bruit maximal autorisé en dBA de nuit	Conformité des valeurs Mesurées (Oui/Non)
Point LP1	37,5	70,0	OUI
Point LP2	33,0	70,0	OUI

L'ensemble des évolutions temporelles est fourni en annexe.

Les valeurs sont arrondies à 0,5 dBA près.

N.B. : les 70 dB(A) mentionnées dans le tableau précédent sont les niveaux en journée et pas en nuit

Niveaux sonores en zone à émergence réglementée

Les mesures ont été effectuées sur une durée minimale de 30 minutes cumulées comme spécifié dans la norme de mesure NFS 31-010. L'émergence acoustique est fondée sur la différence entre le niveau de bruit ambiant, comportant le bruit particulier des sources de bruit et celui du bruit résiduel (bruit de fond).

Tableau 7 : Niveaux sonores en zones à émergence réglementée

Emplacement des mesures	Niveau de bruit ambiant [dB(A)]		Niveau de bruit résiduel [dB(A)]		$L_{Aeq} - L_{50}$ du bruit résiduel [dB(A)]	Emergence [dB(A)]	Emergence admissible [dB(A)]	Conformité (Oui/Non)
	L_{Aeq}	L_{50}	L_{Aeq}	L_{50}				
Point ZER 1	41,5	30,0	40,0	29,5	10,5 > 5,0 → Utilisation du L50	0,5	5,0	OUI
Point ZER 2	51,0	42,5	50,0	37,5	12,5 > 5,0 → Utilisation du L50	5,0*	5,0	OUI

L'ensemble des évolutions temporelles est situé en annexe.

Les valeurs sont arrondies à 0,5 dBA près comme définie dans la norme NFS 31-010.

Le critère d'émergence est respecté au niveau des deux points ZER 1 et ZER 2 pour la période diurne.

Il est à noter que la mesure au point ZER 2 indique une émergence de 5,0 dBA. Or cette émergence n'est en rien imputable à l'activité de la carrière. Le point de mesure a été placé relativement proche de la RD 967 où le trafic routier est très important. Bien qu'aucun comptage routier n'ait été fait, l'évolution temporelle de la mesure (voir annexe) montre clairement une diminution très significative du trafic routier à partir de 12h30. En effet les pics dus aux passages des véhicules ont toujours la même intensité mais sont beaucoup moins nombreux, ce qui tend donc à diminuer sensiblement les niveaux sonores mesurés. De plus les observations de terrains ont montré qu'à l'oreille **aucun bruit issu de la carrière n'a été perçu**.

⇒ Effets négatifs permanents faibles

4.8.3. *Mesures de réduction*

Pour limiter l'impact sonore généré par les activités réalisées sur le site, des mesures sont mises en place pour limiter au maximum la gêne :

- L'optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- Les opérations ont lieu uniquement de jour, du lundi au vendredi de 7h à 18h ;
- Les merlons périphériques réalisés au fur et à mesure de l'extraction constituent un obstacle à la propagation du bruit ;
- L'usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation ;
- L'entretien régulier des équipements ;
- Le choix des équipements est réalisé en tenant compte de leur puissance acoustique.

4.9. Impacts des sources lumineuses

Les activités ont lieu uniquement de jour et ne nécessitent pas de sources lumineuses supplémentaires.

⇒ **Effets négatifs permanents nuls**

4.10. Gestion des déchets

Les activités d'extraction ne génèrent pas de déchets.

Le site ne dispose pas d'installation sanitaire.

Les activités de maintenance des engins sont réalisées hors du site.

En cas de fuite de carburant, le camion est équipé d'un kit antipollution et dans ce cas, les matériaux souillés seraient traités par un organisme agréé en filière dédiée.

⇒ **Absence d'effet**

4.11. Impact sur la santé : Evaluation des risques sanitaires

Les quatre étapes préconisées pour le chapitre concernant l'Évaluation des Risques Sanitaires de l'Etude d'Impact sont les suivantes :

- l'identification des dangers ; si à l'issue de cette étape aucun scénario d'exposition réaliste n'est identifié, l'étude prend fin,
- la présentation des relations dose-effet pour les substances à effet potentiel,
- l'évaluation de l'exposition,
- la caractérisation du risque sanitaire.

Le modèle d'évaluation des risques pour la santé repose sur le concept « sources-vecteurs-cibles » illustré par le schéma ci-après.

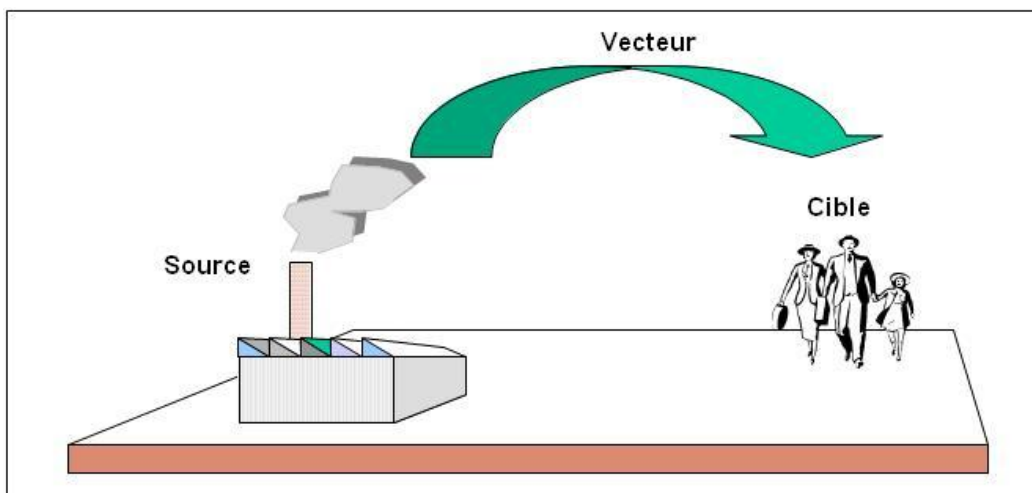


Figure 4 : Illustration du concept « Source – Vecteur – Cibles »

Les schémas d'exposition détaillés dans la suite sont relatifs à un fonctionnement normal de l'installation. Les scénarii d'accident sont détaillés dans l'étude des dangers.

La sélection des substances à impact potentiel a été réalisée sur la base des données disponibles.

4.11.1. Identification des dangers

Les paragraphes ci-après s'attachent à décrire les sources potentielles de danger pour les populations riveraines. Les procédés mis en œuvre sur le site ne sont pas détaillés. Seules les activités à l'origine d'émissions dans l'environnement sont recensées. Les éléments présentés ci-après correspondent aux seules informations utiles au choix pertinent des scénarii d'exposition des populations.

Pour une meilleure compréhension des procédés mis en œuvre, il s'agit de se reporter à la description technique des installations (Pièce 2 du présent dossier).

Le paragraphe 4.11.1.5 établit le fait de retenir ou non une source pour l'étude du risque, en fonction de la présence de vecteurs permettant de mettre en contact les populations, si elles existent, avec les sources.

4.11.1.1. Le contexte environnemental du site

Le contexte environnemental est détaillé dans les autres chapitres de l'étude d'impact. Il n'est donc pas repris dans cette évaluation des risques sanitaires.

Les éléments importants du contexte sont :

- La carrière de Chevresis-Monceau est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12 août 1996 pour l'exploitation de craie ;
- Le site est implanté en zone agricole, au cœur de la « grande plaine de cultures », au milieu de cultures type céréalières ;
- L'environnement est caractérisé par une faible densité de population. Aucune habitation n'est présente à moins de 300 m. On note la présence :
 - d'un hangar agricole à 285 m au sud,
 - du hameau des fermes de Valécourt à un peu plus de 650 m au sud.
- On recense à proximité du site très peu d'activité économique. Les bassins d'emploi les plus proches se trouvent à plus de 20 km au niveau de Saint-Quentin et Laon ;
- Aucun espace naturel d'intérêt ou protégé n'a été identifié dans le secteur d'étude. Les plus proches sont situés à une dizaine de kilomètres ;
- Aucun captage AEP n'a été recensé dans le secteur d'étude.

Sont considérées comme personnes exposées, l'ensemble des individus résidant à proximité du site ; ces individus sont en effet susceptibles d'être soumis aux impacts du site.

4.11.1.2. Inventaire des sources potentielles de danger du site

La description des installations est développée dans la pièce 2 « Lettre de demande, présentation et dossier technique ».

Les principales sources potentielles de danger sont listées ci-dessous, et sélectionnées ou non comme pertinentes pour l'étude en fonction de leurs caractéristiques propres.

4.11.1.2.1 Rejets liquides

Les activités du site ne sont à l'origine d'aucun effluent liquide (aucun effluent sanitaire ni industriel).

La carrière de Chevresis-Monceau ne dispose d'aucune zone imperméabilisée et d'aucun système de collecte des eaux pluviales.

Compte tenu de ces éléments, **les rejets liquides ne sont pas retenus comme source potentielle de danger dans la suite de l'étude.**

4.11.1.2.2 Les rejets atmosphériques

Les émissions de polluants dans l'air sont réduites.

En effet, compte tenu qu'aucune installation fixe n'est présente à demeure sur le site, l'exploitation de la carrière de Chevresis-Monceau n'est à l'origine d'aucun rejet canalisé.

Les seules émissions atmosphériques liées à la phase d'exploitation de la carrière concernent :

- les émissions de poussières minérales diffuses (craie),
- les rejets de gaz d'échappement des engins de chantier et camions.

Les émissions atmosphériques du site étant limitées, cette source n'est pas retenue.

4.11.1.2.3 Le sol et sous-sol

Toutes les dispositions sont prises sur le site pour limiter son impact sur le sol :

- Aucun stockage de produits dangereux n'est réalisé sur le site ;
- L'usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation ;
- Les camions et engins font l'objet d'un entretien régulier, en dehors du site ;
- Le site dispose d'absorbants en quantité suffisantes et facilement accessibles, susceptibles d'être déployés rapidement en cas de débordement.

L'ensemble de ces dispositions permettent de limiter le risque de contamination du sol et indirectement des eaux souterraines. **Cette source n'est pas retenue.**

4.11.1.2.4 Le bruit

Les nuisances sonores sont essentiellement liées aux activités d'exploitation :

- avec la mise en œuvre de la pelle pour le décapage de la terre de découvert et l'extraction de la craie ;
- les opérations de chargement sur les camions ou engins ;
- la circulation des camions et engins.

Pour limiter l'impact sonore généré par les activités réalisées sur le site, des mesures sont mises en place pour limiter au maximum la gêne :

- L'optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- Les opérations ont lieu uniquement de jour, du lundi au vendredi de 7h à 18h ;
- Les merlons périphériques réalisés au fur et à mesure de l'extraction constituent un obstacle à la propagation du bruit ;
- L'usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation ;
- L'entretien régulier des équipements ;
- Le choix des équipements est réalisé en tenant compte de leur puissance acoustique.

Cette source n'est pas retenue.

4.11.1.3. Les Vecteurs

Les vecteurs de transfert sont les milieux permettant de mettre en contact les sources potentielles de danger identifiées au paragraphe précédent avec les populations riveraines du projet, appelées « cibles » par la suite. Ces vecteurs peuvent être l'air, l'eau ou le sol.

- L'air

L'air constitue le vecteur principal de transfert par transport des émissions atmosphériques et sonores.

- Le sol du site

Le site étant clôturé, les populations ne peuvent y pénétrer. **Le sol du site ne constitue donc pas un vecteur de transfert.**

- Le sol hors site

Les sols hors site constituent un milieu récepteur des particules émises. Le sol peut notamment constituer un vecteur de transfert pour les particules émises par les différentes opérations ayant lieu sur le site (extraction, manutention, transport, etc.).

Le sol hors site est retenu comme vecteur de transfert.

- Les eaux souterraines

La masse d'eau souterraine présente au droit du secteur étudié est la Craie de Thiérache-Laonnois-Porcien. Aquifère continu monocouche dont l'écoulement est majoritairement libre, cette nappe est alimentée par son impluvium direct et drainée par les cours d'eau limitrophes. Le niveau de la masse d'eau est relativement stable et a un bon état quantitatif.

Les captages AEP les plus proches du site sont :

- le captage n°0066-1X-0040 situé sur la commune de Monceau-le-Neuf-et-Faucouzy, à environ 2,3 km au nord du site et,
- le captage n°0065-8X-0001 situé sur la commune de Montigny-sur-Crecy, à environ 4,5 km au sud-ouest du site.

Le site n'est pas concerné par les périmètres de protection immédiat, rapproché et éloigné de ces deux captages.

Enfin, les activités du site ne sont à l'origine d'aucun effluent liquide.

Ce vecteur n'est pas retenu comme vecteur de dangers pour les populations.

- Les eaux de surface

La carrière de Chevresis-Monceau ne dispose d'aucun bâti, ni d'aucune zone imperméabilisée et d'aucun système de collecte des eaux pluviales.

Compte tenu des mesures mises en œuvre (optimisation de l'exploitation, présence de kit anti-pollution, etc.), les eaux ne sont pas susceptibles d'impacter le milieu naturel.

Les eaux de surface ne sont pas considérées comme un vecteur de transfert.

4.11.1.4. Les cibles et l'environnement proche du site

La carrière de Chevresis-Monceau est implantée en zone agricole, au cœur de la « grande plaine de cultures », au milieu de cultures type céréalières. L'environnement est caractérisé par une faible densité de population. Ainsi, aucune habitation n'est présente à moins de 300 m.

On note uniquement la présence :

- **d'un hangar agricole à 285 m au sud,**
- **du hameau des fermes de Valécourt à un peu plus de 650 m au sud.**

De même, on recense à proximité du site très peu d'activité économique, les bassins d'emploi les plus proches se trouvant à plus de 20 km au niveau de Saint-Quentin et Laon.

4.11.1.5. Les scénarii d'exposition

Les scénarii d'exposition envisageables découlent de l'approche en termes de « sources », de « vecteurs » et de « cibles » présentée ci-avant.

Le tableau suivant présente un récapitulatif des scénarii envisagés ainsi que la justification du choix de les étudier ou non.

Tableau 8 : Scénarii potentiels d'exposition

Sources	Vecteurs	Voies d'exposition potentielles	Choix justifié
Rejets atmosphériques canalisés	Air	Inhalation de gaz et particules	Non retenu Pas de source de rejets canalisés
Rejets atmosphériques diffus	Air	Inhalation directe de gaz et de particules	Non retenu Emissions réduites de polluants : optimisation de l'extraction des matériaux, uniquement en réponse aux demandes des clients, usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation et entretenus régulièrement, arrosages pratiqués en tant que de besoin pour lutter contre les éventuels envols de poussières, circulation limitée des camions (10 à 20 camions par jour) Aucun brûlage et aucune odeur
	Sol du site (déposition des particules)	Ingestion de sol où se sont déposées des particules	Non retenu Présence de travailleurs avertis
		Contact cutané avec le sol où se sont déposées des particules	Non retenu compte tenu de la circulaire de la DGS du 30 mai 2006 qui interdit la prise en compte des VTR ingestion pour le calcul de risque lié au contact cutané et de la présence sur site de travailleurs avertis.
		Ingestion de végétaux ayant poussé sur un sol où se sont déposées des particules	Non retenu Bien que le site fasse l'objet d'une remise en état par remise en cultures (de type céréalières), les émissions atmosphériques du site sont très limitées
		Ingestion de lait, viande ou œufs issus d'élevage	Non retenu Absence d'élevage sur site.

LVM TP
Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Pièce 4 : Etude d'impacts

A81360/ B

Sources	Vecteurs	Voies d'exposition potentielles	Choix justifié
Rejets atmosphériques diffus	Sol hors site dans périmètre éloigné	Contact cutané avec le sol où se sont déposées des particules	<p style="text-align: center;">Non retenu</p> <p>Les émissions atmosphériques du site sont très limitées</p>
		Ingestion de sol où se sont déposées des particules	
		Ingestion de végétaux ayant poussé sur un sol où se sont déposées des particules	
		Ingestion de lait, viande ou œufs issus d'élevage	
Rejets aqueux	Eaux superficielles	Ingestion d'eau	<p style="text-align: center;">Non retenu</p> <p>Les activités du site ne sont à l'origine d'aucun effluent liquide</p>
		Ingestion de poissons pêchés	
		Contact cutané (baignade)	
Sol et sous-sol	Eaux souterraines	Ingestion d'eau	<p style="text-align: center;">Non retenu</p> <p>Aucun stockage de produits dangereux n'est réalisé sur le site, usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation et entretenus régulièrement, en dehors du site Le site dispose d'absorbants en quantité suffisante et facilement accessibles, susceptibles d'être déployés rapidement en cas de débordement.</p>
Exploitation du site	Air	Audition	<p style="text-align: center;">Non retenu</p> <p>Opérations qui ont lieu uniquement en journée, en réponse aux demandes des clients Trafic limité Contrôle régulier des véhicules et engins</p>

4.11.2. Conclusion

Conformément au guide méthodologique InVS de 2000, l'évaluation des risques sanitaires a permis d'identifier les scénarii d'exposition à partir des sources de risques, des vecteurs de transfert et des cibles potentielles.

Compte-tenu du contexte environnemental existant et des activités mises en œuvre sur le site, **aucun scénario d'exposition n'a été retenu.**

Le site n'a pas d'incidence notable sur la santé des populations environnantes.

4.12. Analyse des effets sur la sécurité, l'hygiène et la salubrité publique

4.12.1. Impact sur l'hygiène et la salubrité publique

L'impact du site sur la santé publique est présenté ci-avant.

Le site n'a aucun impact sur la salubrité publique. En effet, le site est régulièrement entretenu et nettoyé et ne procède à aucun stockage de produits dangereux ou déchets.

Les émissions diverses sont très limitées, connues et déjà gérées dans le cadre de l'exploitation actuelle du site. Dans le cadre de la prolongation de la durée d'exploitation, les modalités d'exploitation de la carrière ne seront pas modifiées.

Il n'y aura donc pas de changement au niveau de l'impact sur l'hygiène et la salubrité publique associé au projet de prolongation de durée d'exploitation de la carrière de Chevresis-Monceau.

4.12.2. Impact sur la sécurité publique

Le site met et mettra (dans le cadre du projet de la prolongation de la durée d'exploitation) en œuvre toutes les dispositions nécessaires pour à la fois respecter les conditions d'hygiène et de sécurité applicables aux employés et pour réduire autant que possible les dangers et les risques engendrés par l'exploitation des installations. Ceci repose en particulier sur des principes généraux de :

- Suppression/réduction du risque à la source ;
- Mise en œuvre de dispositions de prévention du risque ;
- Mise en place de protection et d'intervention.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans l'étude des dangers de ce dossier (Pièce 5) et contribue à limiter l'impact sur la sécurité publique.

4.13. Synthèse des impacts

Le tableau suivant présente l'ensemble des impacts du projet.

Thèmes Etat initial	Enjeux environnementaux		Thèmes Etude d'Impact	Impact actuel de la carrière de Chevresis-Monceau				Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation	Impact résiduel de la carrière			Impact future de la carrière de Chevresis-Monceau dans le cadre de la prolongation de durée d'autorisation		
				Justification	Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Nul à Fort	Justification	Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification	Modifi- cation par rapport à l'actuel	Nul à Fort
Milieu physique	Climat et énergie	Nul	Climat et énergie	Aucune source d'énergie pérenne n'est actuellement utilisée sur le site. Lors des phases d'extraction, le matériel nécessaire est acheminé et stationné tous les soirs chez l'agriculteur le plus proche, propriétaires des terrains. A l'heure actuelle, le volume annuel moyen de carburant consommé s'élève à environ 2800 litres. La production de CO ₂ engendrée par le site est estimée à 6,2 tCO ₂ /an liée uniquement au trafic des véhicules.	Direct	Permanent	Faible	<ul style="list-style-type: none">- Optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;- Usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation, entretenus régulièrement ;- Mise en place de consignes techniques pour limiter la consommation des engins : arrêt du moteur dès que possible par exemple ;- Suivi des consommations de gasoil ;- Sensibilisation du personnel via des formations régulières.	Direct	Permanent	Faible	Dans le cadre du projet de prolongation de durée d'exploitation du site, les modalités de fonctionnement resteront identiques. Aucune alimentation électrique ne sera mise en place et les consommations resteront du même ordre qu'actuellement.	Non	Faible
	Qualité de l'air	-	Air	Compte tenu qu'aucune installation fixe n'est présente à demeure sur le site, l'exploitation de la carrière de Chevresis-Monceau n'est à l'origine d' aucun rejet canalisé. Les seules émissions atmosphériques liées à la phase d'exploitation de la carrière concernant : <ul style="list-style-type: none">- les émissions de poussières minérales diffuses (craie) lors de l'extraction des matériaux et leur chargement,- les rejets de gaz d'échappement des engins de chantier et camions. Au vu de la compacité et de l'humidité de la craie en place, les émissions liées sont réduites. L'exploitation de la carrière de Chevresis-Monceau n'est à l'origine d'aucune odeur particulière.	Direct	Permanent	Faible	<ul style="list-style-type: none">- Optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;- Usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation, entretenus régulièrement ;- Mise en place de consignes techniques pour limiter la consommation des engins : arrêt du moteur dès que possible par exemple ;- Des arrosages sont pratiqués en tant que de besoin pour lutter contre les éventuels envols de poussières à l'aide d'une tonne à eau.	Direct	Permanent	Faible	Dans le cadre du projet de prolongation de durée d'exploitation du site, les modalités de fonctionnement resteront identiques. Aucune installation fixe ou nouvel équipement ne sera mis en place ; les émissions seront de même nature et de même ordre de grandeur.	Non	Faible
	Contexte géolo- gique	Faible	Sol et sous- sol et eaux souterraines	L'exploitation de la carrière a débuté en 1996. Elle comprend : <ul style="list-style-type: none">- Le décapage de la terre de découverte, afin de mettre à nu le gisement à extraire. La terre végétale est ensuite stockée sur le site en vue de la remise en état ultérieure.- L'extraction des matériaux est réalisée à la pelle. Les matériaux sont ensuite chargés directement sur camions et évacués sur les lieux d'utilisation.- La remise en état du site est faite à l'avancement, par remise en cultures à chaque fin de phase. Ainsi, l'extraction atteint et est maintenue à une profondeur de 5 m par rapport au terrain naturel. Seule la présence d'engins et les fuites éventuelles de carburant ou huile depuis ces derniers pourraient être source de pollution et nuire à la qualité du sol et du sous-sol (par processus de transfert/ infiltration).	Direct	Permanent	Faible	<ul style="list-style-type: none">- Optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;- Aucun stockage de produits dangereux n'est réalisé sur le site ;- Aucun engin n'est stationné sur le site ;- L'usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation ;- Les camions et engins font l'objet d'un entretien régulier, en dehors du site ;- Le site dispose d'absorbants en quantité et facilement accessibles, à déployer rapidement en cas de débordement.	Direct	Permanent	Faible	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation.	Non	Faible
	Qualité des sols	Fort												

Thèmes Etat initial	Enjeux environnementaux		Thèmes Etude d'Impact	Impact actuel de la carrière de Chevresis-Monceau				Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation	Impact résiduel de la carrière			Impact future de la carrière de Chevresis-Monceau dans le cadre de la prolongation de durée d'autorisation		
				Justification	Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification	Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification	Modifi- cation par rapport à l'actuel	Faible à Fort
Milieu physique	Contexte hydrogéolo- gique	Fort	Ressource en eau	Le site n'est pas approvisionné en eau. Aucun besoin en eau n'est lié aux activités d'extraction à la pelle. Il ne dispose d'aucune installation sanitaire. En cas de besoin, le personnel se dirige chez l'agriculteur le plus proche, propriétaire des terrains.	Direct	Permanent	Nul	Aucune mesure n'est prévue.	-	-	-	Dans le cadre du projet de prolongation de durée d'exploitation du site, les modalités de fonctionnement resteront identiques. La mise en place d'un approvisionnement en eau n'est pas prévue.	Non	Nul
	Contexte hydrolo- gique	Moyen	Rejets liquides	<u>Les eaux sanitaires :</u> Le site n'est pas approvisionné en eau. Il ne dispose d'aucune installation sanitaire. En cas de besoin, le personnel se dirige chez l'agriculteur le plus proche, propriétaire des terrains. <u>Les eaux pluviales :</u> La carrière de Chevresis-Monceau ne dispose d'aucune zone imperméabilisée et d'aucun système de collecte des eaux pluviales. <u>Les eaux de process :</u> Aucun besoin en eau n'est lié aux activités de décapage, d'extraction à la pelle ou encore dans le cadre de la remise en état. <u>Les eaux d'extinction incendie :</u> Le site ne dispose pas de réserve incendie. Le risque potentiel concerne uniquement les engins. Ceux-ci disposent de moyens d'extinction internes (extincteurs portatifs).	Direct	Permanent	Nul à faible	Aucune mesure n'est prévue.	-	-	-	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation. Aucun approvisionnement en eau ou imperméabilisation du site n'est envisagé.	Non	Nul à faible

Thèmes Etat initial	Enjeux environnementaux		Thèmes Etude d'Impact	Impact actuel de la carrière de Chevresis-Monceau			Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation		Impact résiduel de la carrière			Impact future de la carrière de Chevresis-Monceau dans le cadre de la prolongation de durée d'autorisation		
				Justification	Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification	Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification	Modifi- cation par rapport à l'actuel	Faible à Fort
Milieu physique	Risques naturels	Faible	Risques naturels	<p>La commune de Chevresis-Monceau est globalement peu concernée :</p> <ul style="list-style-type: none">- Zone de sismicité 1 (très faible) ;- Risque inondation non avéré : aucune inondation significative recensée, pas de PPRI ;- Zone d'aléa faible en ce qui concerne le risque de retrait-gonflement des sols argileux ;- Mouvements de terrain ou cavités répertoriés qui n'intéressent pas le site de la carrière objet du projet;- Zone de sensibilité très faible au risque de remontées de nappes ;- Données de foudroiement inférieures à la moyenne française ;- Pas de risque de feu de forêt. <p>Ainsi, aucune source potentielle de danger liée à l'environnement n'a été retenue comme source de danger pour le site.</p> <p>De plus, la carrière de Chevresis-Monceau, de par ses activités, n'est pas concernée par l'arrêté du 19 juillet 2011 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Aucun impact potentiel n'est identifié.</p>	Direct	Permanent	Nul	En l'absence d'effet, aucune mesure n'est nécessaire.	-	-	-	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation.	Non	Nul
Milieu naturel	Espaces naturels protégés ou d'intérêts	Faible	Patrimoine naturel	<p>Aucun espace naturel d'intérêt ou protégé ne concerne le site de la carrière de Chevresis-Monceau.</p> <p>Deux secteurs principaux regroupent plusieurs espaces naturels protégés et/ ou inventoriés mais à plus d'une dizaine de kilomètre du site</p> <p>De même, le site de la carrière n'est concerné par aucun Parc Naturel Régional (PNR), ni Arrêté de protection de Biotope (APB).</p> <p>La carrière de Chevresis-Monceau est autorisée depuis 1996 et est implantée au cœur de la « Plaine de grandes cultures », largement artificialisée.</p> <p>Ainsi les activités de la carrière ne sont à l'origine d'aucun effet de coupure ou suppression d'habitats naturels.</p> <p>Enfin, la présente étude d'impact a permis de montrer que les activités du site ne sont pas à l'origine de rejets industriels gazeux ou aqueux.</p> <p>Le site a donc actuellement une incidence limitée</p>	Direct	Temporaire	Négligeable	Aucune mesure n'est prévue.	-	-	-	<p>La prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans est demandée à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation.</p> <p>Aucune acquisition foncière n'est envisagée. Ainsi la prolongation des activités de la carrière ne seront à l'origine d'aucun effet de coupure ou suppression d'habitats naturels.</p> <p>Les activités du site étant identiques, elles ne seront pas à l'origine de rejets industriels gazeux ou aqueux.</p>	Non	Négligeable

Thèmes Etat initial	Enjeux environnementaux		Thèmes Etude d'Impact	Impact actuel de la carrière de Chevresis-Monceau				Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation	Impact résiduel de la carrière			Impact future de la carrière de Chevresis-Monceau dans le cadre de la prolongation de durée d'autorisation		
				Justification	Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification	Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification	Modifi- cation par rapport à l'actuel	Faible à Fort
Milieu naturel	Zones humides / Sites Natura 2000	Faible	Incidence Natura 2000	Le site n'est donc concerné par aucune zone humide répertoriée. Le site Natura 2000 le plus proche est localisé à environ 15 km au sud-est du site. Pour rappel, il s'agit de la vallée de la Souche qui regroupe la Réserve Naturelle Nationale (RNN) « Marais de Vesles-et-Caumont », la zone de protection spéciale (ZPS), la zone spéciale de conservation (ZSC) et la Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) concernant le « Marais de la Souche ».	Direct et indirect	Permanent	Nul à Faible	Aucune mesure n'est prévue.	-	-	-	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation.	Non	Nul à faible
	Corridors écolo- giques	Faible	Continuités écologiques	Les habitats et espèces inventoriées sur ce site Natura 2000 ne correspondent pas aux habitats potentiellement présents sur le site compte tenu de sa large artificialisation. Aucune incidence n'est donc à redouter entre la carrière de Chevresis-Monceau et le site Natura 2000.										
Milieu humain	Voisinage humain et zones d'habita- tions	Faible	Santé publique	<i>Les incidences du projet sur le voisinage sont développées dans chaque thématique environnementale</i> La carrière de Chevresis-Monceau est implantée dans un contexte rural, située dans un environnement caractérisé par une faible densité de population. Son environnement immédiat, est essentiellement constitué d'exploitations agricoles type céréalière. Aucune habitation n'est présente à moins de 300 m. On note la présence : <ul style="list-style-type: none">- d'un hangar agricole à 285 m au sud,- du hameau des fermes de Valécourt à un peu plus de 650 m au sud où habite notamment le propriétaire du terrain. La présente étude d'impact a permis de montrer que les activités du site ne sont pas à l'origine de rejets industriels gazeux ou aqueux.	Direct	Permanent	Faible	<i>Cf. mesures développées dans chaque thématique environnementale</i>	Direct	Permanent	Faible	L'extraction des matériaux sera réalisée selon les mêmes modalités d'exploitation que précédemment.	Non	Faible
	Activité écono- mique et industrielle	Nul	Socio- économique	Pour son exploitation, les moyens humains sur le site comprennent 1 seule personne : le conducteur de pelle ou de la chargeuse.	Direct	Permanent	Positif	Aucune mesure n'est nécessaire.	-	-	-	Dans le cadre de la présente demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière, aucune modification ne sera portée au nombre d'employés.	Non	Positif
	Urbanisme, réseaux et servitudes	Faible	Urbanisme	La commune de Chevresis-Monceau n'est pas dotée d'un Plan d'Occupation des Sols (POS), ni d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), ni même d'une carte communale. En l'absence de documents d'urbanisme, c'est donc le règlement général d'urbanisme (RNU) qui s'applique. La carrière est autorisée par AP depuis 1996.	Direct	Permanent	Nul	En l'absence d'effet, aucune mesure n'est nécessaire.	-	-	-	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant. Ce projet ne nécessite pas de modification des documents d'urbanisme, le projet de prolongation n'aura donc pas d'impact.	Non	Nul

Thèmes Etat initial	Enjeux environnementaux		Thèmes Etude d'Impact	Impact actuel de la carrière de Chevresis-Monceau				Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation		Impact résiduel de la carrière			Impact future de la carrière de Chevresis-Monceau dans le cadre de la prolongation de durée d'autorisation		
				Justification	Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification		Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification	Modifi- cation par rapport à l'actuel	Faible à Fort
Milieu humain	Patrimoine culturel	Nul	Patrimoine culturel	Aucun élément patrimonial n'a été inventorié dans le secteur d'étude.	Direct	Permanent	Nul	En l'absence d'effet, aucune mesure n'est nécessaire.		-	-	-	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant .	Non	Nul
	Risques majeurs techno- logiques	Nul	Risques techno- logiques	Le risque industriel est lié à la présence d'un établissement SEVESO imposant l'établissement de Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Or, aucune entreprise soumise à Autorisation et classée SEVESO au titre des ICPE n'est présente dans l'environnement proche du site. De même, la commune de Chevresis-Monceau ne possède à ce jour aucun Plan de Prévention des Risques (PPR).	Direct	Permanent	Nul	En l'absence d'effet, aucune mesure n'est nécessaire.		-	-	-	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant .	Non	Nul
	Déplace- ments et accessibilité	Faible	Voies de commu- nication	L'extraction des matériaux est réalisée à la pelle. Ceux-ci sont ensuite chargés directement sur camions et évacués sur les lieux d'utilisation. Les camions de chargement sont constitués de semi-remorques de PTAC de 44 tonnes ou des tracteurs agricoles munis de bennes (10 tonnes) Le trafic est ainsi estimé entre 10 et 20 camions par jour lors des phases d'extraction. Le trafic généré par les activités de la carrière de Chevresis-Monceau représente donc en moyenne moins de 1 % du trafic tout véhicule des voies environnantes.	Direct	Permanent	Faible à modéré	<ul style="list-style-type: none">- Optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;- L'usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation, régulièrement entretenus ;- Vitesse de circulation limitée sur site et sur les voies adjacentes (< à 30 km/h).		Direct	Permanent	Faible	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation . Le trafic restera donc globalement du même ordre de grandeur.	Non	Faible
	Perception paysagère	Faible	Paysage	La carrière de Chevresis-Monceau est largement masquée compte tenu du dénivelé et de la présence d'une haie boisée en extrémité sud-ouest du site. De même, le front de taille en craie blanche s'intègre globalement à la ligne d'horizon. La carrière reste perceptible depuis la RD 64, au niveau du hameau des fermes de Valécourt et depuis la RD 967, en direction de Monceau-le-Neuf-et-Faucouzy à la faveur d'une trouée présente au sein d'un bosquet. Le site est donc visible ponctuellement.	Direct	Permanent	Faible	<ul style="list-style-type: none">- L'extraction des matériaux est optimisée : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;- La hauteur du front de taille est réduite : 5 m maximum ;- La remise en état est réalisée à l'avancement par la mise en culture du site ;- Une haie boisée est présente en extrémité sud-ouest du site ;- Les merlons périphériques constitués au fur et à mesure de l'extraction masquent les activités réalisées au niveau du front de taille ;- Aucun engin n'est stationné sur le site, ni aucun stock de carburants n'est réalisé. Lors des phases d'extraction, le matériel nécessaire est acheminé et stationné tous les soirs chez l'agriculteur le plus proche, propriétaires des terrains ;- L'état de propreté du site fait l'objet de contrôles réguliers ;- Les opérations n'ont pas lieu les week-ends et jours		Direct	Permanent	Faible à nul	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation . Le gisement exploitable dans le cadre de l'autorisation actuelle n'a pu être extrait dans sa totalité et la prolongation suivra le phasage initialement accordé. L'aspect visuel du site ne sera donc pas modifié. En effet, la remise en état à l'avancement permet de limiter l'impact du site.	Non	Faible à nul

Thèmes Etat initial	Enjeux environnementaux		Thèmes Etude d'Impact	Impact actuel de la carrière de Chevresis-Monceau				Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation		Impact résiduel de la carrière			Impact future de la carrière de Chevresis-Monceau dans le cadre de la prolongation de durée d'autorisation		
				Justification	Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification	Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification	Modifi- cation par rapport à l'actuel	Faible à Fort	
								fériés.							
Milieu humain	Espaces agricoles	Fort	Espaces agricoles forestiers et de loisirs	L'extraction des matériaux est réalisée uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an. La remise en état à l'avancement permet de limiter l'indisponibilité des terrains et donc de réduire dans le temps et l'espace l'impact potentiel des activités.	Direct	Permanent	Faible	La remise en état est réalisée à l'avancement.	Direct	Permanent	Faible à nul	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation. Le gisement exploitable dans le cadre de l'autorisation actuelle n'a pu être extrait dans sa totalité et la prolongation suivra le phasage initialement accordé. Aucune acquisition foncière n'est envisagée.	Non	Faible à nul	
	Activité de tourisme et loisirs	Faible		Aucun site touristique notable n'est présent dans l'aire d'étude du site. Ainsi, aucun circuit touristique n'est recensé à proximité immédiate du site (aucun Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et Randonnées).	Direct	Permanent	Nul	En l'absence d'effet, aucune mesure n'est nécessaire.	-	-	-	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation.	Non	Nul	
	Espaces forestiers	Faible		La parcelle objet de l'exploitation n'est actuellement pas boisée.	Direct	Permanent	Nul	En l'absence d'effet, aucune mesure n'est nécessaire.	-	-	-	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation.	Non	Nul	
	Ambiance acoustique et vibratoire	Faible	Bruit et vibrations	Les nuisances sonores sont essentiellement liées aux activités d'exploitation : <ul style="list-style-type: none">- avec la mise en œuvre de la pelle pour le décapage de la terre de découvert et l'extraction de la craie ;- les opérations de chargement sur les camions ou engins ;- la circulation des camions et engins.	Direct	Permanent	Faible à modéré	<ul style="list-style-type: none">- L'Optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par a;- Les opérations ont lieu uniquement de jour, du lundi au vendredi de 7h à 18h ;- Les merlons périphériques réalisés au fur et à mesure de l'extraction constituent un obstacle à la propagation du bruit ;- L'usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation ;- L'entretien régulier des équipements ;- Le choix des équipements est réalisé en tenant compte de leur puissance acoustique.	Direct	Permanent	Faible	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation.	Non	Faible	
Milieu humain	Ambiance lumineuse	Faible	Sources lumineuses	Les activités ont lieu uniquement de jour et ne nécessitent pas de sources lumineuses supplémentaires.	Direct	Permanent	Nul	En l'absence d'effet, aucune mesure n'est nécessaire.	-	-	-	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation. Aucune source lumineuse ne sera ajoutée.	Non	Nul	

Thèmes Etat initial	Enjeux environnementaux	Thèmes Etude d'Impact	Impact actuel de la carrière de Chevresis-Monceau				Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation		Impact résiduel de la carrière			Impact future de la carrière de Chevresis-Monceau dans le cadre de la prolongation de durée d'autorisation		
			Justification	Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification		Direct/ indirect	Temporaire/ Permanent	Faible à Fort	Justification	Modifi- cation par rapport à l'actuel	Faible à Fort
-		Déchets	Les activités d'extraction ne génèrent pas de déchets. Le site ne dispose pas d'installations sanitaires. Las activités de maintenance des engins sont réalisées hors du site. En cas de fuite de carburants, le camion est équipé d'un kit antipollution et dans ce cas, les matériaux souillés seraient traités par un organisme agréé en filière dédiée.	Direct	Permanent	Faible à nul	Aucune mesure n'est nécessaire.		-	-	-	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation.	Non	Faible à nul
-		Sécurité, hygiène et salubrité publique	Les émissions diverses sont très limitées, connues et déjà gérées dans le cadre de l'exploitation actuelle du site.	Direct	Permanent	Faible à nul	Aucune mesure n'est nécessaire.		-	-	-	LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation.	Non	Faible à nul

Tableau 9 : Tableau de synthèse des enjeux et impacts

5. Addition et interaction de ces effets entre eux

Au vu du tableau de synthèse précédent, l'impact résiduel du projet de prolongation de la durée d'exploitation est globalement faible voire nul à positif.

Aucune addition ou interaction néfaste n'est notée.

6. Analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus

En référence au Décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact, le chapitre suivant présente pour chaque thématique concernée (eau, bruit, etc.), une analyse des effets cumulés du projet de prolongation d'exploitation de la carrière de Chevresis-Monceau avec les autres projets ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale.

6.1. Définition des autres projets connus au sens du décret n°2011-2019

Conformément à la définition donnée dans le décret n°2011-2019, « *les projets connus sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :*

- *ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R. 214-6 du code de l'Environnement et d'une enquête publique ;*
- *ont fait l'objet d'une étude d'impact au titre du code de l'environnement et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a été rendu public. »*

De façon sécuritaire, le résultat des « examens au cas par cas » des études d'impact est également consulté afin d'identifier les éventuels projets dont une étude d'impact sera rendue nécessaire suite à la procédure d'examen au cas par cas.

Les bases de données des deux autorités environnementales auprès desquelles les projets situés en région Picardie peuvent solliciter un avis ont été consultées :

- **Site du CGEDD : Avis de l'Autorité Environnementale (AE)**

Les Avis rendus : <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/les-avis-depuis-2009-r423.html>

Les décisions Cas par cas et autres décisions : <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/examen-au-cas-par-cas-et-autres-r432.html>

- **Site de la DREAL Picardie**

Les Avis de l'AE :

<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Avis-de-l-autorite-environnementale-pour-la-realisation-d-amenagements-ou-d-ouvrages-en-Picardie2>

Les décisions Cas par cas :

<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Demandes-d-examen-au-cas-par-cas-en-Picardie>

- **Site de la Police de l'Eau et des milieux aquatiques**

<http://www.aisne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Les-avis-de-l-autorite-environnementale>

L'ensemble des projets ayant reçu un avis des autorités environnementales et/ou soumis à la procédure d'examen cas par cas et/ou soumis à un dossier Loi sur l'Eau sont recensés et joints en **annexe 1**.

6.2. Méthodologie de sélection des projets à retenir

La sélection des projets à retenir pour l'étude des effets cumulés a été réalisée selon deux paramètres : le périmètre géographique et le périmètre temporel.

6.2.1. Le périmètre géographique

La définition du périmètre géographique de prise en compte des projets connus a été déterminée en fonction des impacts potentiels du projet de prolongation d'exploitation de la carrière de Chevresis-Monceau et des enjeux propres à la zone. En effet, les impacts potentiels de l'activité peuvent concerner des aires géographiques plus ou moins étendues en fonction de la nature des impacts.

Pour rappel, les impacts potentiels du projet de LVM TP sont réduits ; ils concernent essentiellement :

- L'occupation temporaire d'un espace agricole,
- Le trafic d'engins sur les voies d'accès environnantes lors des phases d'extraction et des nuisances sonores associées,
- Un impact visuel faible.

L'aire d'étude est ainsi fixée à 3 km (rayon d'affichage ICPE).

Les communes touchées par cette aire d'étude sont :

- Chevresis-Monceau,
- Monceau-Neuf-et-Faucouzy,
- Sons-et-Ronchères,
- Pargny-les-Bois,
- Bois-les-Pargny,
- La Ferté-Chevresis.

Tous les projets situés en dehors de ce périmètre ne sont pas jugés concernés par les effets cumulés avec le projet de prolongation d'exploitation de la carrière de Chevresis-Monceau de LVM TP.

6.2.2. Le périmètre temporel

Les projets pris en compte sont ceux qui sont connus au moment du dépôt de l'étude d'impact.

6.3. Sélection des projets à retenir

6.3.1. Projets dont l'avis a été rendu par le CGEDD

Sur le site du CGEDD, tous les projets, dont l'avis a été rendu depuis 2009, ont été consultés.

Aucun projet n'est situé dans le périmètre prédéfini.

6.3.2. Projets soumis à la procédure d'examen au cas par cas et instruits par le CGEDD

Sur le site du CGEDD, tous les projets, dont la décision a été rendue depuis 2012, ont été consultés.

Aucun projet n'est situé dans le périmètre prédéfini.

6.3.3. Projets dont l'avis a été rendu par le préfet de région, représenté par la DREAL Picardie

Les projets examinés par la DREAL Picardie sont classés par département et par année (sur la période 2011-2015). Parmi eux, **aucun projet n'est susceptible de se trouver dans le périmètre prédéfini ou le traverser.**

6.3.4. Projets soumis à la procédure d'examen au cas par cas et instruits par la DREAL Picardie

Les projets examinés par la DREAL Picardie sont classés par année (sur la période 2012-2015). Parmi eux, un seul projet à Sons-et-Ronchères a été recensé. Il s'agit d'un projet d'extension d'un bâtiment industriel après déconstruction d'une partie des ateliers actuels.

D'après l'arrêté préfectoral n°F-022-13-P-0064 portant décision d'examen au cas par cas, ce projet n'a pas eu besoin de présenter une étude d'impact compte tenu de ses faibles impacts potentiels.

Ce projet ne peut donc pas présenter d'effets cumulés avec le projet de prolongation d'exploitation de la carrière de Chevresis-Monceau.

6.3.5. Projets soumis à un dossier Loi sur l'eau avec enquête publique

Parmi les projets recensés sur la période 2012-2015, **aucun n'est susceptible de se trouver dans le périmètre prédéfini ou le traverser.**

7. Esquisse des principales solutions de substitution et les raisons pour lesquelles, eu égard aux effets sur l'environnement ou la santé humaine, le projet présenté a été retenu

Pour rappel d'éléments évoqués dans la Pièce II - Lettre de demande, Présentation et Dossier technique

Le choix de prolonger l'activité du site LVM TP de Chevresis-Monceau obéit à différentes raisons d'ordre réglementaire, technico-économique et environnemental.

L'intérêt majeur du projet est qu'il ne s'agit pas de la création d'une nouvelle carrière mais de la poursuite de l'exploitation du site actuel dont le gisement n'a pu être extrait dans sa totalité.

La société LVM TP désire en effet obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à **périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation** qu'actuellement autorisé par l'arrêté préfectoral en vigueur.

Aucune acquisition foncière n'est envisagée.

De plus, la mise en œuvre de ce projet bénéficie d'un **contexte environnemental propice, et** au vu du présent dossier, **présente un impact global faible :**

- L'environnement est caractérisé par une faible densité de population : aucune habitation n'est présente à moins de 300 m. Les plus proches sont un hangar agricole à environ 285 m au sud et le hameau des fermes de Valécourt à 650 m au sud du site ;
- L'exploitation actuelle est autorisée sur une hauteur de 5 m et les modalités d'exploitation future resteront identiques ;
- Une localisation sur une commune peu exposée aux risques naturels : Risque inondation non avéré, zone de sismicité très faible, mouvement de terrain ou cavité répertoriés qui n'intéressent pas le site, données de foudroiement inférieures à la moyenne française et pas de risque de feu de forêt identifié ;
- La perception visuelle du site est limitée par le mode d'exploitation en encaissement et les plantations au fur et à mesure de l'avancement ;
- L'impact du site est globalement réduit dans le temps : l'exploitation est réalisée uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- Le principal impact concerne le trafic et les nuisances sonores associées mais ceux-ci sont également réduits par le mode d'exploitation mis en œuvre.

D'un point de vue technique, la prolongation d'activité de ce site permettra de maintenir une activité économique dans une région affectée et permettra à LVM TP de développer un amendement agricole à partir de la craie extraite.

En effet, cette demande s'intègre dans le projet de la société PCVF, soutenu par la Chambre d'Agriculture de l'Aisne, qui consiste en la mise en œuvre d'une plateforme de compostage. Celle-ci vise à récupérer une grande partie d'engrais transfrontaliers et d'utiliser de la craie en tant qu'amendement pour obtenir un compost destiné à la culture de légumes non cuits. La craie utilisée proviendra notamment de la carrière de Chevresis-Monceau.

8. Compatibilité du projet avec l'affectation des sols définie par le document d'urbanisme opposable, ainsi que, si nécessaire, son articulation avec les plans, schémas et programmes

Ce chapitre présente les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec l'affectation des sols définie par le document d'urbanisme opposable, ainsi que, si nécessaire, son articulation avec les plans, schémas et programmes mentionnés à l'article R. 122-17 et la prise en compte du schéma régional de cohérence écologique dans les cas mentionnés à l'article L. 371-3.

8.1. Identification des plans et programmes dont le projet pourrait relever

Le tableau ci-dessous présente tout d'abord les plans et programmes énumérés par la réglementation et identifie ceux dont le projet pourrait relever. Il convient de noter que la plupart des analyses de compatibilité entre ces plans et programmes et le projet de prolongation d'exploitation de la carrière de Chevresis-Monceau ont été réalisées au cours de l'étude d'impact. Dans ces cas, un renvoi vers le paragraphe correspondant est spécifié.

Tableau 10 : Plans, schémas et programmes dont le projet peut relever

Plans, schémas et programmes (et références au code de l'environnement)	Applicabilité au projet
1° Programme opérationnel mentionné à l'article 32 du règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion et abrogeant le règlement (CE) n° 1260/1999	Non concerné
2° Schéma décennal de développement du réseau prévu par l'article L. 321-6 du code de l'énergie	Non concerné
3° Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables prévu par l'article L. 321-7 du code de l'énergie	Non concerné
4° Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	Concerné : Compatibilité au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie pour la période 2010 – 2015 (cf. § 2.5.4)
5° Schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	Non concerné : aucun SAGE n'intercepte l'aire d'étude
6° Document stratégique de façade prévu par l'article L. 219-3 code de l'environnement et document stratégique de bassin prévu à l'article L. 219-6 du même code	Non concerné

LVM TP
Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Pièce 4 : Etude d'impacts

A81360/ B

Plans, schémas et programmes (et références au code de l'environnement)	Applicabilité au projet
7° Plan d'action pour le milieu marin prévu par l'article L. 219-9 du code de l'environnement	Non concerné
8° Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie prévu par l'article L. 222-1 du code de l'environnement	Concerné : Compatibilité aux orientations fondamentales fixées par le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) de Picardie (cf. § 2.2.5)
9° Zone d'actions prioritaires pour l'air mentionnée à l'article L. 228-3 du code de l'environnement (1)	Non concerné
10° Charte de parc naturel régional prévue au II de l'article L. 333-1 du code de l'environnement	Non concerné : Le site de la carrière n'est concerné par aucun Parc Naturel Régional (PNR)
11° Charte de parc national prévue par l'article L. 331-3 du code de l'environnement	Non concerné
12° Plan départemental des itinéraires de randonnée motorisée prévu par l'article L. 361-2 du code de l'environnement	Non concerné
13° Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques prévues à l'article L. 371-2 du code de l'environnement	Non concerné
14° Schéma régional de cohérence écologique prévu par l'article L. 371-3 du code de l'environnement	Concerné : Compatibilité au plan d'actions stratégiques du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Picardie (cf. § 3.3)
15° Plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation des incidences Natura 2000 au titre de l'article L. 414-4 du code de l'environnement à l'exception de ceux mentionnés au II de l'article L. 122-4 même du code	Non concerné
16° Schéma mentionné à l'article L. 515-3 du code de l'environnement (schéma régional et départemental des carrières)	Concerné : Schéma Départemental des Carrières de l'Aisne
17° Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	Non concerné
18° Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	Non concerné
19° Plan régional ou interrégional de prévention et de gestion des déchets dangereux prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	Non concerné
20° Plan départemental ou interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux prévu par l'article L. 541-14 du code de l'environnement	Non concerné
21° Plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux d'Ile-de-France prévu par l'article L. 541-14 du code de l'environnement	Non concerné
22° Plan départemental ou interdépartemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics prévu par l'article L. 541-14-1 du code de l'environnement	Non concerné
23° Plan de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics d'Ile-de-France prévu par l'article L. 541-14-1 du code de l'environnement	Non concerné
24° Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs prévu par l'article L. 542-1-2 du code de l'environnement	Non concerné
25° Plan de gestion des risques d'inondation prévu par l'article L. 566-7 du code de l'environnement	Non concerné
26° Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	Non concerné

LVM TP
Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Pièce 4 : Etude d'impacts

A81360/ B

Plans, schémas et programmes (et références au code de l'environnement)	Applicabilité au projet
27° Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	Non concerné
28° Directives d'aménagement mentionnées au 1° de l'article L. 122-2 du code forestier	Non concerné
29° Schéma régional mentionné au 2° de l'article L. 122-2 du code forestier	Non concerné
30° Schéma régional de gestion sylvicole mentionné au 3° de l'article L. 122-2 du code forestier	Non concerné
31° Plan pluriannuel régional de développement forestier prévu par l'article L. 122-12 du code forestier	Non concerné
32° Schéma départemental d'orientation minière prévu par l'article L. 621-1 du code minier	Non concerné
33° 4° et 5° du projet stratégique des grands ports maritimes, prévus à l'article R. 5312-63 du code des transports	Non concerné
34° Réglementation des boisements prévue par l'article L. 126-1 du code rural et de la pêche maritime	Non concerné
35° Schéma régional de développement de l'aquaculture marine prévu par l'article L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime	Non concerné
36° Schéma national des infrastructures de transport prévu par l'article L. 1212-1 du code des transports	Non concerné
37° Schéma régional des infrastructures de transport prévu par l'article L. 1213-1 du code des transports	Non concerné
38° Plan de déplacements urbains prévu par les articles L. 1214-1 et L. 1214-9 du code des transports	Non concerné
39° Contrat de plan Etat-région prévu par l'article 11 de la loi n°82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification	Non concerné
40° Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire prévu par l'article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions	Non concerné
41° Schéma de mise en valeur de la mer élaboré selon les modalités définies à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions	Non concerné
42° Schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris et contrats de développement territorial prévu par les articles 2,3 et 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris	Non concerné

Il convient de noter que la compatibilité du projet de prolongation d'exploitation de la carrière avec l'affectation des sols n'est pas possible compte tenu que la commune de Chevresis-Monceau n'est pas dotée d'un Plan d'Occupation des Sols (POS), ni d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), ni d'une carte communale. Pour rappel, celle-ci est un document d'urbanisme de base délimitant les zones constructibles.

En l'absence de tout document d'urbanisme, le règlement général d'urbanisme s'applique.

La compatibilité au Schéma Départemental des Carrières de l'Aisne est présentée dans le paragraphe ci-après.

8.2. Compatibilité du projet avec le Schéma Départemental des Carrières de l'Aisne

D'après la DREAL Picardie, les projets de schémas pour les trois départements picards ont été soumis à la consultation du public au cours de l'été 2015.

Le paragraphe ci-dessous a été établi à partir du projet de Schéma Départemental des Carrières de l'Aisne disponible sur le site de la DREAL : <http://www.picardie.developpement-durable.gouv.fr/schemas-departementaux-des-carrieres-a1750.html> en date du 5 juin 2015.

A partir du contenu du schéma tel qu'il est défini par la réglementation, les thèmes suivants ont été considérés dans le projet :

- inventaire des ressources (thème n° 1) ;
- analyse des besoins existants et à venir en matériaux (thème n° 2) ;
- analyse des modes d'approvisionnements existants (thème n° 3) ;
- analyse de l'impact des carrières existantes sur l'environnement (thème n° 4) ;
- analyse des modalités de transport de matériaux et orientations à privilégier dans ce domaine (thème n° 5) ;
- orientations et objectifs dans le domaine de l'utilisation économe et rationnelle des matériaux (thème n° 6) ;
- détermination des zones devant être protégées compte tenu de la qualité et de la fragilité de leur environnement (thème n° 7) ;
- orientations et objectifs à atteindre dans les modes d'approvisionnement de matériaux afin de réduire l'impact des extractions sur l'environnement (thème n° 8) ;
- orientations à privilégier en matière de réaménagement des carrières (thème n°9).

Nous nous attacherons ici à ne présenter que les éléments de contexte se rattachant au site d'étude, à ses activités et à analyser la compatibilité du projet de prolongation de la carrière de Chevresis-Monceau aux orientations présentées.

Inventaire des ressources

Les gisements de craie se rencontrent quasiment sur l'ensemble de la région Picarde dont elles constituent le soubassement et l'unique ressource (peut être avec les limons) **qui ne craignent pas la surexploitation.**

La carrière de Chevresis-Monceau constitue une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumise à autorisation d'exploiter au titre de la rubrique 2510-1 « Carrières (exploitation de) ». La présente autorisation vaut pour une production annuelle maximale de 50 000 tonnes ; la quantité totale à extraire étant de 750 000 tonnes.

Le gisement exploitable dans le cadre de l'autorisation actuelle n'a pu être extrait dans sa totalité. A l'heure actuelle, la quantité totale extraite est estimée à 101 300 m³, soit environ 189 950 tonnes. La société LVM TP désire donc obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation que précédemment.

Les besoins

Les besoins en matériaux répondent à des usages très variés, notamment :

- granulats pour le secteur du bâtiment et des travaux publics (infrastructures de transport y compris), pierres de construction ;
- **matériaux pour l'industrie** (argiles pour la fabrication de tuiles et briques, sables siliceux pour la fabrication de verres et moules de fonderie, **craie pour la fabrication de chaux**, galets et matériaux siliceux issus de galets pour des usages industriels très variés, ...) ;
- matériaux pour l'agriculture (**craie d'amendement agricole** en particulier).

La craie extraite sur le site de Chevresis-Monceau répond à ces besoins : elle est autant utilisée à des fins industrielles qu'à des fins d'amendement agricole.

Modes d'approvisionnements existants

Les départements picards sont très riches en gisements de craie, si bien que leur extraction peut être réalisée la plupart du temps au plus proche de leur zone d'emploi, et en dehors des zones à enjeux environnementaux les plus forts examinés.

La craie extraite sur le site de Chevresis-Monceau est utilisée dans un rayon de 25 à 30 km. Les principaux clients de LVM TP sont de grands groupes de travaux publics tels que GSM, CALCIA, RAMERY TP, LAFARGE ou encore KNAUF PLÂTRES, IMERYS, LAFARGE, PIGEON TP, etc..

LVM TP
 Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
 Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière
 Pièce 4 : Etude d'impacts

A81360/ B

Tableau 11 : Compatibilité du projet de LVM TP avec les orientations et objectifs en matière de modes d'approvisionnements du projet de SDC de l'Aisne

Orientations et objectifs en matière de modes d'approvisionnements du projet de SDC de l'Aisne	Position de la carrière de Chevresis-Monceau
Privilégier un usage sobre des matériaux de carrières	La craie extraite sur le site de Chevresis-Monceau est destinée à l'industrie et à des fins d'amendement agricole.
Favoriser l'exploitation de gisements dont le taux moyen de recouvrement (rapport moyen des volumes de matériaux stériles sur les volumes de matériaux exploitables) est faible, ou dont la puissance (épaisseur du gisement) est forte	Comme indiqué par le SDC, les gisements de craie se rencontrent quasiment sur l'ensemble de la région Picarde et ne craignent pas la surexploitation. L'extraction sur le site de Chevresis-Monceau implique un volume de stérile réduit, utilisé complètement dans la création des talus périphériques. La craie est extraite sur 5 m de profondeur.
Favoriser l'exploitation de gisements locaux en cas de besoins locaux significatifs	La craie extraite sur le site de Chevresis-Monceau est utilisée dans un rayon de 25 à 30 km.
Poursuivre la recherche d'une optimisation pour un usage rationnel des matériaux, en développant l'emploi de matériaux de substitution ou alternatifs à ceux alluvionnaires en eau, compte tenu du relatif épuisement de cette ressource et d'une fréquente localisation des gisements à l'intérieur ou à proximité de secteurs à enjeux environnementaux majeurs	Non concerné – extraction sèche à la pelle
Etre vigilant sur les conditions d'approvisionnement en matériaux de substitution aux alluvionnaires en eau	
Ne pas rompre les solidarités inter-départementales et inter-régionales, conduisant à maintenir globalement les flux extra départementaux en granulats alluvionnaires en eau et issus des cordons littoraux, et même à les augmenter légèrement afin de contribuer à la mise en œuvre du projet du 'Grand Paris'	
Veiller à la mise en œuvre de modalités de transport limitant les nuisances associées à ces flux extra départementaux, conduisant à privilégier l'activité d'extraction de l'Aisne associée à une utilisation forte de la voie d'eau ;	Non concerné – extraction sèche à la pelle qui répond essentiellement à des besoins locaux, pas de voies navigables à proximité
Veiller à assurer l'accessibilité à l'exploitation des gisements de matériaux d'intérêt particulier	Non concerné

Les modalités de transport

Le groupe de travail « Transports » a conduit, notamment, à la constitution d'une base de données prenant en compte les carrières produisant plus de 50 000 tonnes par an, y compris les carrières de roches calcaires et les carrières de sable industriel. Cette base intègre également les installations de traitement des matériaux : criblage, concassage, centrale liant hydraulique, centrale à béton, centrale de préfabrication béton, centrale d'enrobé et plate-forme. Ont été recensés et cartographiés sur l'ensemble de la Picardie :

- 88 carrières ;
- 16 centrales d'enrobés ;
- 43 centrales à béton ;
- 22 centres de préfabrication en béton ;
- 9 centrales de liant hydraulique ;
- 30 plates-formes de transit ;
- 19 stations de recyclage ;
- 32 stations de criblage ;
- 14 sites approvisionnement par fer déchargement wagons ;
- 4 sites expédition par fer chargement wagons ;
- 3 sites approvisionnement par eau déchargement péniches ;
- 4 sites expédition par eau chargement péniches.

Aucune carrière n'est embranchée fer en Picardie. En revanche, le fer y est utilisé en approvisionnement via des installations terminales embranchées, des gares ou cours de fret, pour desservir essentiellement des postes d'enrobés et quelques plates-formes.

Les flux, en 2008, de la région Picardie vers les autres régions françaises sont de plus de 5,9 millions de tonnes pour l'ensemble des modes de transport, dont près de 700 000 tonnes par la voie d'eau, **confirmant le positionnement du transport fluvial sur cette filière avec une part modale de près de 12 %**. En flux entrant, la part modale du transport fluvial n'est en revanche que de 5 %.

En dehors des zones d'influence de la voie d'eau, **la route est utilisée majoritairement entre les lieux d'extraction et les lieux de consommation ou de traitement**. Une situation de proximité entre les carrières et les zones de consommation permet d'optimiser les coûts de transport par la route du fait des courtes distances. Enfin, il convient de rappeler que la route reste le mode de transport terminal dans la grande majorité des cas.

En ce qui concerne les orientations à privilégier, le SDC souhaite que l'utilisation des voies d'eau et ferrées le soient. Au vu du contexte picard, un développement du transport par voie d'eau paraît plus facilement envisageable sur la durée de vie du présent schéma que celui par voie ferrée, ce dernier nécessitant une mutation de l'offre.

La carrière de Chevresis-Monceau est actuellement autorisée pour une production annuelle maximale de 50 000 tonnes ; celle-ci a donc été comptabilisée dans le recensement.

Les expéditions de matériaux sont réalisées uniquement par route ; aucun embranchement fluvial ou ferré n'existe à proximité.

Analyse de l'impact sur l'environnement des carrières existantes sur le territoire

L'examen du bilan environnemental des carrières recensées montre que sur l'ensemble de la Picardie, ce sont près de 3 330 hectares de culture, boisement et prairie qui sont utilisés pour l'extraction de matériaux, toute substance confondue.

Toutefois, chaque département présente des caractéristiques qui lui sont propres. Dans le département de l'Aisne, la principale ressource exploitée concerne les granulats. En effet, sur 31 carrières en cours d'exploitation, la moitié d'entre elles concerne cette substance. Sur ces 15 carrières, seules deux sont exploitées à sec. Cependant moins de la moitié d'entre elles seront réaménagées en plan d'eau (en totalité ou partiellement). Ainsi sur 1851 hectares de site en exploitation, seuls 176 hectares de zones humides vont être détruits et remplacés par des plans d'eau si, bien entendu, aucune modification n'est apportée au plan de réaménagement d'ici la fin d'exploitation.

Sur l'ensemble de la Picardie, l'extraction de sable alluvionnaire conduira à faire disparaître environ 837 hectares de zones humides et à leur remplacement en tout ou partie par des plans d'eau.

L'impact des carrières sur l'environnement n'est pas complètement identique sur les trois départements Picards. Il apparaît toutefois que chacun est impacté par la disparition des zones humides. Compte tenu des fonctions qu'elles exercent (lutte contre les inondations, réserve de biodiversité, épuration de l'eau) leur préservation reste un enjeu pour ces territoires.

La carrière de Chevresis-Monceau est actuellement autorisée pour l'extraction à sec de craie (à la pelle). La présente étude a montré que les impacts associés au site sont réduits que ce soit en termes d'aspects impactés et de temps : impact visuel faible, trafic et nuisances sonores limités (grâce à l'optimisation de l'extraction selon les besoins des clients et préférentiellement de mars à octobre). Enfin, le site ne concerne aucune zone naturelle d'intérêt ou protégée.

Orientations à privilégier en matière d'évaluation et de maîtrise des impacts

Tout projet de carrière soumis à autorisation au titre de la réglementation relative aux installations classées fait l'objet d'une étude d'impact.

Cette étude doit notamment respecter le décret du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements et notamment la réalisation d'une analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus à la date du dépôt du dossier.

Pour chaque enjeu environnemental compensable et néanmoins fort, l'étude d'impact prendra en compte les actions proposées dans les fiches de mesures de gestion établies dans le cadre du groupe de travail "environnement" des schémas départementaux des carrières.

Lorsque l'évaluation menée conclut à l'existence d'un impact négatif résiduel non évitable, des mesures compensatoires sont à proposer afin de maintenir voire améliorer l'état de l'environnement concerné.

La société LVM TP est titulaire de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12 août 1996 pour l'exploitation de la carrière de craie de Chevresis-Monceau. LVM TP désire obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation que précédemment car le gisement exploitable dans le cadre de l'autorisation actuelle n'a pu être extrait dans sa totalité.

Le présent dossier répond à l'article R.512-36.II du Code de l'environnement et a été constitué selon les exigences des articles R.122-5 et suivants du Code de l'environnement.

Détermination des zones des zones à enjeu environnemental à protéger

La Picardie abrite certains milieux, habitats ou espèces rares ou menacés à l'échelle nationale voire européenne.

Ce sont notamment:

- les espaces littoraux et les marais arrières littoraux (massifs dunaires, falaises, cordons de galets, prairies humides)
- les grandes vallées tourbeuses et marais tourbeux isolés (Somme, Sacy et Souche) essentiellement pour les habitats et la flore turficole (associée à la tourbe), l'avifaune, les odonates. Les tourbières alcalines de Picardie sont parmi les plus vastes de France et d'Europe de l'ouest.
- les prairies inondables de la vallée de l'Oise de Thourotte à Hirson, une des dix zones humides alluviales majeures de France qui présente des populations importantes à l'échelle européenne de Cuivré des Marais et correspond à une zone majeure pour la nidification du râle des genêts. C'est aussi une des seules vallées du nord de la France qui recèle une population naturelle de brochets.
- les vallées de la Bresle et de l'Authie. La Bresle est avec l'Authie un fleuve côtier qui présente des potentialités remarquables. Il est l'un des rares fleuves fréquentés par le saumon atlantique entre la Seine et le Danemark.

De nombreux autres milieux concourent à la richesse patrimoniale de la région, en particulier les tourbières acides, les forêts alluviales.

La carrière de Chevresis-Monceau est implantée au cœur des grandes plaines de culture, largement artificialisées par les exploitations agricoles.

La prise en compte des enjeux environnementaux s'est faite dans le cadre d'une méthodologie validée en groupe de travail. Cette méthodologie est basée sur :

- La sélection de thèmes caractéristiques d'enjeux environnementaux pouvant être impactés par l'extraction de matériaux à savoir les enjeux de biodiversité, qualité de l'eau, qualité des paysages, risques d'inondation,
- La cartographie des enjeux environnementaux sur les territoires disposant de ressources en granulats disponibles et accessibles, en termes de conditions technico-économiques et d'occupation actuelle de l'espace,
- La superposition de ces enjeux environnementaux permettant de faire ressortir les territoires à fort potentiel environnemental,
- La hiérarchisation des enjeux environnementaux des plus forts (zonage rouge) aux plus faibles (zonage jaune) :
 - Le zonage rouge couvre des enjeux non compensables ou très difficilement, c'est-à-dire dont la disparition ne pourrait être comblée par des mesures compensatoires. L'orientation retenue est donc l'évitement d'extraction de matériaux. Sont considérés comme présentant des enjeux forts et non compensables des habitats rares et fragiles d'espèces floristiques ou faunistiques concernés par des mesures de protection, des inventaires scientifiques ou autres démarches visant à signaler leur valeur patrimoniale.
 - Le zonage jaune dans lequel il faut prendre en compte de manière approfondie certains enjeux locaux lors de l'étude d'impact des projets. L'orientation retenue est la réduction et/ou la compensation des impacts. La remise en état doit garantir la qualité résiduelle du milieu dans le cadre des mesures de réduction mises en place sur site.
 - La cartographie des interdictions réglementaires d'exploitation de carrières (zonage violet). Cette cartographie des interdictions réglementaires tient compte des documents de planification existants que sont les deux SDAGE Artois Picardie et Seine Normandie et les règlements des PPRI approuvés.

La figure ci-après présente la localisation de la carrière de Chevresis-Monceau par rapport à cette hiérarchisation des enjeux environnementaux du secteur.

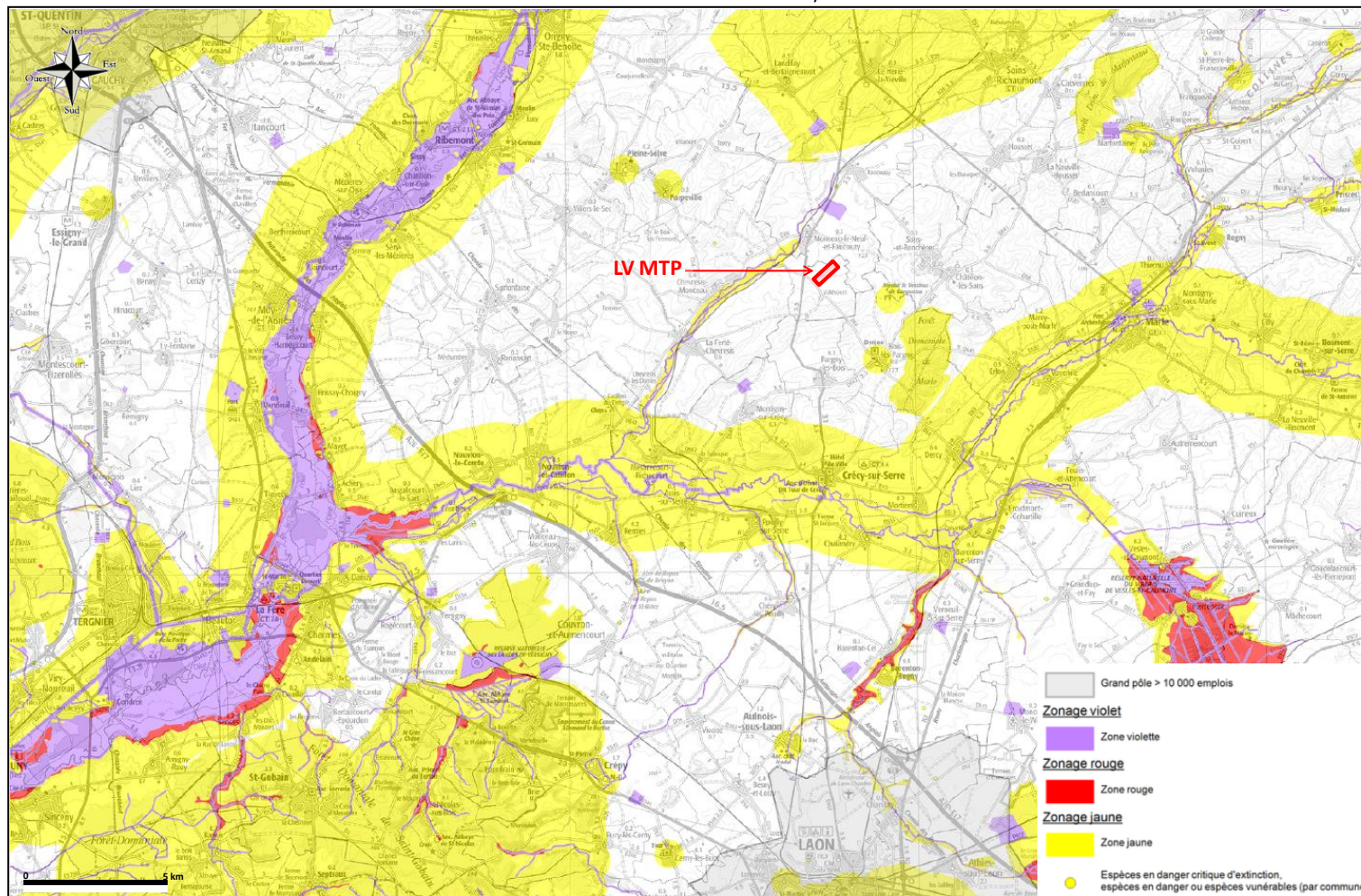


Figure 5 : Zonage des enjeux environnementaux définis par le Schéma Départemental des Carrières de l'Aisne

Au vu de cette figure, on voit que le site de LVM TP est hors zone à enjeu.

Les orientations à privilégier en matière de remise en état de carrières

Dans le cadre de la révision du présent schéma des carrières et du groupe de travail « Environnement », une étude a été conduite afin de contribuer à la définition des orientations à privilégier en matière de réaménagement dès lors que l'état initial a mis en évidence la présence d'un milieu naturel particulier.

La carrière étant hors zone à enjeu et non concernée par un milieu naturel particulier, aucune orientation particulière n'est imposée en matière de réaménagement.

La carrière étant implantée en zone agricole, elle est rendue à l'exploitation de cultures au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction des matériaux.

9. Meilleures Techniques Disponibles

La directive relative aux émissions industrielles (IED) définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application.

Un de ses principes directeurs est le recours aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) afin de prévenir les pollutions de toutes natures. Elle impose aux États membres de fonder les conditions d'autorisation des installations concernées sur les performances des MTD.

La directive IED remplace la directive 2008/1/CE, dite directive IPPC, relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution. Cette directive a pour objectif de parvenir à un niveau élevé de protection de l'environnement grâce à une prévention et à une réduction intégrées de la pollution provenant d'un large éventail d'activités industrielles et agricoles. Elle est le pendant pour les risques chroniques de la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite directive Seveso 3.

Les activités visées par le chapitre II de la directive IED sont listées à l'annexe I de cette directive. Ces activités ont été directement introduites dans la nomenclature des Installations Classées par la création des rubriques « 3000 ».

La directive IED prévoit que les conditions d'autorisation doivent être fondées sur les MTD. En effet, dès qu'un établissement comporte au moins une installation visée par une des rubriques 3000, les dispositions spécifiques s'appliquent à l'ensemble de l'établissement, c'est à dire aux installations visées par ces rubriques mais aussi les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution (article R. 515-58).

Or, les activités de la carrière de Chevresis-Monceau ne sont concernées par aucune rubrique 3000. Le site n'est donc pas concerné par l'étude des Meilleures Techniques Disponibles.

10. Mesures prévues d'évitement, de réduction ou de compensation

10.1. Rappel du programme de surveillance actuel

Aucun programme surveillance n'est actuellement imposé par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12 août 1996.

10.2. Compléments prévus au programme actuel de surveillance

Aucun complément ou programme surveillance n'est prévu dans le cadre de la prolongation d'exploitation de la carrière de Chevresis-Monceau. En effet, comme l'a montré la présente étude d'impact, les activités du site ne sont pas à l'origine de rejets industriels gazeux ou aqueux et ont et auront une incidence limitée :

- Le principal impact concerne le trafic et les nuisances sonores associées mais ceux-ci sont limités par le mode d'exploitation mis en œuvre (discontinu).
- La perception visuelle du site est limitée par le mode d'exploitation en encaissement et les plantations au fur et à mesure de l'avancement ;
- L'impact du site est globalement réduit dans le temps : l'exploitation est optimisée : les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an.

10.3. Description des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation

Les principales mesures décrites dans le présent document sont rappelées ci-dessous.

10.3.1.1. Climat

Les principales mesures sont :

- Optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- Usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation, entretenus régulièrement ;

- Mise en place de consignes techniques pour limiter la consommation des engins : arrêt du moteur dès que possible par exemple ;
- Suivi des consommations de gasoil ;
- Sensibilisation du personnel via des formations régulières.

10.3.1.2. Air

Afin de réduire les émissions atmosphériques liées aux activités de la carrière, les principales mesures sont :

- Optimisation de l'exploitation du site : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- Usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation, entretenus régulièrement ;
- Mise en place de consignes techniques pour limiter la consommation des engins : arrêt du moteur dès que possible par exemple ;
- Des arrosages sont pratiqués en tant que de besoin pour lutter contre les éventuels envols de poussières.

10.3.1.3. Sols

Afin de limiter le risque de contamination du sol, les principales mesures sont :

- Temps limité des opérations : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- Aucun stockage de produits dangereux n'est réalisé sur le site ;
- Aucun engin n'est stationné sur le site ;
- L'usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation ;
- Les camions et engins font l'objet d'un entretien régulier, en dehors du site ;
- Le site dispose d'absorbants en quantité suffisante et facilement accessibles, susceptibles d'être déployés rapidement en cas de débordement.

10.3.1.4. Consommation d'eau

Sans objet

10.3.1.5. Rejets aqueux

Sans objet

10.3.1.6. Risques naturels

Sans objet

10.3.1.7. Trafic

Afin de limiter le trafic, les principales mesures sont :

- Temps limité des opérations : Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- L'usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation, régulièrement entretenus ;
- Vitesse de circulation limitée sur site et sur les voies adjacentes (< à 30 km/h).

10.3.1.8. Paysage

Afin de réduire l'impact paysager, les principales mesures sont :

- Les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- La hauteur du front de taille est réduite : 5 m maximum ;
- La remise en état est réalisée à l'avancement par la mise en culture du site ;
- Une haie boisée est présente en extrémité sud-ouest du site ;
- Les merlons périphériques constitués au fur et à mesure de l'extraction masquent les activités réalisées au niveau du front de taille ;
- Aucun engin n'est stationné sur le site, ni aucun stock de carburants n'est réalisé. Lors des phases d'extraction, le matériel nécessaire est acheminé et stationné tous les soirs chez l'agriculteur le plus proche, propriétaire des terrains ;
- L'état de propreté du site fait l'objet de contrôles réguliers ;
- Les opérations n'ont pas lieu les week-ends et jours fériés.

10.3.1.9. Bruit

Afin de limiter les nuisances sonores, les principales mesures sont :

- L'extraction des matériaux est optimisée : les matériaux sont extraits uniquement en réponse aux demandes des clients. De plus, compte tenu des conditions météorologiques, l'exploitation de la carrière a lieu préférentiellement de mars à octobre, soit environ 7 à 8 mois par an ;
- Les opérations ont lieu uniquement de jour, du lundi au vendredi de 7h à 18h ;
- Les merlons périphériques réalisés au fur et à mesure de l'extraction constituent un obstacle à la propagation du bruit ;

- L'usage de matériels et engins récents, conformes à la réglementation ;
- L'entretien régulier des équipements ;
- Le choix des équipements est réalisé en tenant compte de leur puissance acoustique.

10.3.1.10. Emissions lumineuses

Sans objet

10.3.1.11. Gestion des déchets

Sans objet

10.4. Récapitulatif des coûts nécessaires à la mise en œuvre du projet

Le tableau ci-dessous reprend les coûts totaux estimés pour la réalisation du projet, dans le cadre de mesures compensatoires.

Tableau 12 : Mesures compensatoires liées au PTMB

Mesure de réduction des nuisances	Coût (€)	Effets attendus / Niveau de performance	Modalités de suivi
MILIEU PHYSIQUE			
Achat de matériels et engins récents	Revient à 50 centimes/tonne extraite	Réduction des émissions atmosphériques et sonores associées à leur utilisation	Entretien régulier, réalisé en extérieur
Présence d'absorbants en quantité et facilement accessibles		Limitation de l'impact potentiel sur le sol et le sous-sol en cas de débordement	Vérification semestrielle
MILIEU HUMAIN			
Intégration paysagère (haies, talus, etc.)	Réalisé par le propriétaire du site	Intégration dans le paysage local	Entretien des espaces remis en culture et des talus périphériques

11. Remise en état du site suite à l'exploitation

11.1.Contexte réglementaire

Les articles R512-74 et suivants du Code de l'Environnement précisent les modalités de remise en état d'un site, suite à une cessation d'activité.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant est tenu de remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 (des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique).

L'exploitant qui met à l'arrêt définitif son installation notifie au Préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci.

Dans le cas des installations soumises à autorisation, il est joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Le mémoire est transmis à l'inspection des installations classées accompagné de l'avis du C.H.S.C.T. Après examen, l'inspection des installations classées le transmet au préfet pour consultation du maire.

Si les mesures envisagées sont satisfaisantes, l'exploitant en est avisé par l'inspection. A l'issue de la réalisation des mesures prévues, tous les justificatifs sont envoyés par l'exploitant à l'inspection.

Après regroupement du dossier, des avis et des justificatifs, l'inspection émet un avis favorable ou défavorable à la délivrance du récépissé de cessation d'activité par la direction des affaires juridiques.

11.2. Mesures de remise en état du site

La carrière de Chevresis-Monceau est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12 août 1996 pour une durée de 20 ans. Celle-ci arrivera à échéance en août 2016.

La présente autorisation vaut pour une production annuelle maximale de 50 000 tonnes ; la quantité totale à extraire étant de 750 000 tonnes.

Le gisement exploitable dans le cadre de l'autorisation actuelle n'a pu être extrait dans sa totalité.

La société LVM TP désire donc obtenir une prolongation d'exploitation du site pour une durée de 15 ans à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation que précédemment.

La remise en état est prévue d'être réalisée à l'avancement. La demande de prolongation de durée d'autorisation ne modifiera pas ces modalités.

Le site de Chevresis-Monceau sera ainsi laissé dans un état tel qu'il ne s'y manifestera aucun danger ou inconvénient pour l'environnement, de manière à permettre un usage futur tel que déjà déterminé dans le cadre de l'autorisation actuelle avec la collectivité compétente en matière d'urbanisme et le propriétaire du terrain, soit la remise en cultures.

11.2.1. Mise en sécurité du site

A l'arrêt de l'exploitation, le site ne présentera plus aucun danger. Cet arrêt n'impliquera donc pas la mise en sécurité du site avec une interdiction ou une limitation d'accès.

11.2.2. Evacuation des déchets et produits dangereux présents sur site

Sans objet, aucun stockage de produits ou déchets réalisé sur le site.

11.2.3. Intégration dans l'environnement

La remise en état du site prévoit la remise en cultures des portions déjà extraites au fur et à mesure de l'avancement.

Le site s'intègre donc parfaitement à son environnement, constitué essentiellement de grandes cultures.

11.2.4. Diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines

En l'absence de stockage de produits dangereux, le site ne dispose actuellement d'aucun système de rétention, d'aucune imperméabilisation des voies de circulation et d'aucun réseau de collecte.

Aucune disposition particulière n'est donc prévue. Cependant, des dispositions adaptées seront définies dans le cas où des zones présumées polluées seraient identifiées.

12. Méthodologie de l'étude d'impact

La démarche globale de l'étude est une approche par étapes selon le schéma suivant :

- **démarche de concertation et d'analyse du contexte** à travers des contacts et entretiens avec les différents partenaires, afin d'intégrer l'ensemble des paramètres ;
- **démarche de reconnaissance et d'enquêtes de terrain** permettant d'identifier les problèmes réels ou supposés et d'adapter ou de compléter la démarche de base, afin de mieux cerner les problèmes particuliers : il s'agit notamment des reconnaissances floristique et faunistique, des enquêtes concernant le bâti environnant ;
- **démarche d'experts** enfin pour l'évaluation des effets dans les domaines tels que le paysage, les éléments humains, les risques hydrogéologiques, géotechniques, l'air, le bruit,...

12.1. Caractérisation de l'état initial

La liste des organismes consultés est présentée dans le Tableau 13 suivant.

Tableau 13 : Organismes consultés

Informations	Organismes
Situation géographique	IGN
Documents d'urbanisme (PLU et servitudes associées)	Mairie de Chevresis-Monceau
Trafic routier	Conseil Départemental de l'Aisne
Population	INSEE
ERP et établissements sensibles	Mairies, Site des pages jaunes
ICPE proches du site	MEDDTL
Espaces protégés	DREAL Picardie
Patrimoine culturel	Ministère de la culture
Secteurs protégés	DREAL Picardie
Patrimoine archéologique	Services territoriaux de l'architecture et du patrimoine de Picardie
Géologie	BRGM
Hydrogéologie	BRGM
Captages d'eau	ARS Picardie, BRGM
Pollution des sols et des eaux souterraines	MEDDTL (Basol), BRGM
Qualité des cours d'eau proches	Agence de l'eau Seine Normandie, Banque Hydro
SDAGE	DREAL Picardie
Risques	Prim.net, BRGM
Climat	METEO France
Réseaux	ERDF-GRDF, Mairie de Chevresis-Monceau

12.2. Identification et évaluation des impacts

Les impacts ont été identifiés et évalués à l'aide de deux méthodes :

- Analyses descriptives avec collecte de données existantes ou observées. Les éléments traités par ces méthodes peuvent :
 - soit s'appuyer sur des éléments recensés et connus sur des durées longues, indépendantes de périodes d'observations : c'est le cas de la météorologie, de la topographie, de l'hydrologie et des usages de l'eau, des risques naturels, de l'urbanisme et de la socio-économie...,
 - soit, être dépendants des périodes d'observations : c'est le cas pour les éléments biologiques, sonores et paysagers. Il est alors nécessaire pour apprécier au mieux l'impact, de prévoir plusieurs périodes d'observations et notamment les périodes d'observations les plus représentatives et les plus critiques au niveau des impacts.
- Méthodes normalisées de mesures. L'approche s'effectue à partir de mesures réalisées au moyen d'appareillages normalisés permettant d'assurer qualité et fiabilité des interventions : c'est le cas des mesures acoustiques par exemple.

12.3. Difficultés rencontrées (art. R122-5 9)

Aucune difficulté particulière n'a été rencontrée au cours de ce dossier.

12.4. Liste des bureaux d'étude intervenant

L'étude d'impact a été réalisée par :

Direction Régionale NORD-EST – Implantation de Lille
 Synergie Park - 5 Avenue Louis Néel
 59260 LEZENNES

Les autres bureaux d'étude qui sont intervenus sur l'élaboration de certaines pièces de ce dossier sont :

Thème	Bureaux d'études
Plans	S.C.P. Laurent VINCENT Géomètre-Expert 15, Boulevard de l'Europe BP 20120 02303 CHAUNY
Bruit	VENATHEC Centre d'Affaires "Les Nations" 23, Bd de l'Europe - BP 10101 54503 Vandoeuvre-lès-Nancy Cedex

Observations sur l'utilisation du rapport

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable ; en conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou reproduction partielle de ce rapport et annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'ANTEA GROUP ne saurait engager la responsabilité de celle-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.

Il est rappelé que les résultats de la reconnaissance s'appuient sur un échantillonnage et que ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas liés à l'hétérogénéité du milieu naturel ou artificiel étudié.

La prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par ANTEA GROUP ; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.

ANNEXES

Annexe 1

Recensement des projets ayant reçu un avis des autorités
environnementales, soumis à la procédure d'examen au cas par
cas ou soumis à un dossier Loi sur l'Eau

Annexe 2

Etude d'impact acoustique ICPE réglementaire - Carrière de Chevresis-Monceau (02), Rapport VENATHEC de décembre 2015